LA FORGE

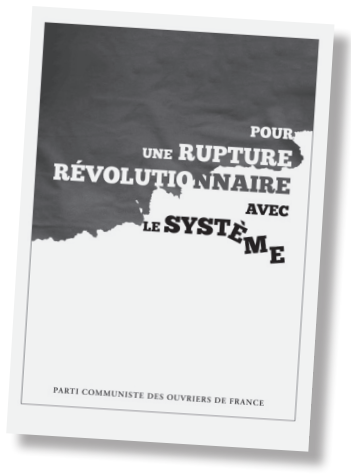
Organe central du Parti Communiste des Ouvriers de France

www.pcof.net

Mensuel n°646 - Janvier 2023 | *Prochaine parution : Mardi 7 février 2023* | **2€**

Retraite : ni 65, ni 64 !

Contre l'exploitation, la réaction et la guerre



Se préparer pour la lutte contre la réforme des retraites, Leçons à tirer des mouvements de grève . . . . . p. 8-9

"Prolétaires de tous les pays unissez-vous !"

Editorial

Les résistances se multiplient et s'ajoutent les unes aux autres

Nous commençons cette année en tirant un bilan politique de 2022 et des grandes tendances qui l'ont marquée. Sur le plan national, il y a le mouvement de grèves pour l'augmentation des salaires, qui a traversé toute l'année et qui se poursuit. Il y a aussi les mobilisations dans l'éducation, la santé, les transports publics qui cumulent bas salaires, conditions de travail pénibles, horaires flexibles et surcharges de travail liés aux rendez-vous sportifs qui déplacent des milliers de personnes sur des réseaux déjà saturés. Ce numéro tire des enseignements de ces mobilisations qui montrent que les travailleurs « ne lâchent pas », qu'ils résistent au chantage du gouvernement et des patrons qui essaient de dresser les usagers contre les grévistes. Ça ne marche pas, car ces combats sont vus comme légitimes. Et parce que la détermination de ceux et celles qui se battent est forte. On se bat pour gagner, car il est nécessaire d'arracher des augmentations pour vivre et faire vivre les proches. Les hausses de prix vont continuer et aucun article n'y échappe, même ceux qui n'ont pas grand-chose à voir avec l'augmentation du prix de l'énergie.

Les contre-réformes se sont succédé, avec l'appui de la droite, ou avec le 49.3 à répétition. En ligne de mire, celle à laquelle Macron tient particulièrement, celle qui veut liquider le seul acquis qui reste de 1981, à savoir l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans : déjà fixé à 62 ans depuis 2010 (pour les personnes nées à partir de 1955), Macron et son gouvernement voudraient le repousser à 64 ou 65. Une partie des partisans de ce recul social en sont encore à chercher les « éléments de langage », alors que l'objectif premier est de retirer des milliards aux retraités pour les mettre à disposition des monopoles profiteurs de la hausse des prix des produits de grande consommation, de l'augmentation du parc nucléaire, des profiteurs de la guerre qui vendent toujours plus d'armes et investissent déjà dans les projets de reconstruction des villes et des infrastructures bombardées. Parmi eux, il y a aussi ceux qui se sont enrichis en construisant des stades au Qatar, sur les cadavres des ouvriers immigrés, en respectant le code du travail qatari, promotionné par des parlementaires européens corrompus. Macron s'est joint à cette apologie nauséabonde. Il faut dire que le porte-parole de l'oligarchie ne peut rien refuser à cette monarchie réactionnaire qui investit des milliards dans les monopoles en France, achète des armes, des produits de grand luxe et vend du gaz naturel. Dire que l'inamovible ministre de l'économie ne sait toujours pas qui sont les « profiteurs de la crise » et ne voit pas d'intérêt à les taxer !

La bataille contre le projet de réforme de la retraite ne doit pas s'enliser dans des débats sur les « alternatives » à opposer, mais doit se fixer quelques mots d'ordre clairs, compréhensibles par le plus grand nombre, pour mettre le plus de monde possible dans la rue, dans la grève, pour faire reculer le gouvernement.

Cette bataille ne se substitue à aucune autre : les résistances se multiplient et s'ajoutent les unes aux autres.

Sur le plan international, c'est toujours la guerre inter-impérialiste en Ukraine qui jette son ombre sur l'Europe et plus encore. Elle s'exporte dans les Balkans, où les nationalismes sont à vif. Cette guerre est un dangereux creuset pour pousser les nationalismes, alimenter les haines et creuser des fossés entre des peuples qui vivent côte à côte. C'est aussi un accélérateur de la militarisation de chaque pays et des alliances militaires qui se renforcent, comme on le voit avec l'Otan érigé en donneur d'ordre et en chef d'orchestre des armées des Etats d'Europe. En Russie, les pertes de jeunes soldats, dont Poutine veut augmenter le recrutement, alimentent la contestation de cette guerre qui n'a que trop duré.

Quant à la France, puissance impérialiste qui n'a jamais cessé de mener des opérations militaires, des guerres régionales, des « opérations extérieures », quel que soit le chef de l'Etat et la couleur politique de la majorité, elle tient aujourd'hui à se singulariser. Elle est la première à fournir des chars à l'Ukraine et envoie une batterie de missiles. Elle fait du canon Caesar le symbole de son engagement militaire du côté des forces ukrainiennes et envoie des chars Leclerc en Roumanie pour prendre le commandement d'un des dispositifs de l'Otan. C'est aussi pour payer l'accélération de la militarisation que le gouvernement veut réduire le « coût des retraites ».

Le peuple péruvien a fini l'année 2022 en manifestant et a repris les rues pour chasser ceux qui ont participé au coup d'Etat parlementaire orchestré par la droite et l'impérialisme américain. Il résiste à la répression et s'organise pour gagner. Il bénéficie de la sympathie et de la solidarité des peuples des autres pays d'une Amérique latine qui ont repris le chemin de la lutte, après les terribles années de la pandémie, contre l'oligarchie locale, soutenue par l'impérialisme. En Iran, la mobilisation des femmes, des jeunes, des travailleurs, de tout le pays, a dépassé le cap des trois mois malgré la répression féroce du régime, de plus en plus isolé. « Femme, vie, liberté » est le mot d'ordre qui les rassemble. ★

Nos vœux pour 2023

Cher.ère.s ami.e.s, cher.ère.s camarades

2022 aura été une année de fortes mobilisations ouvrières et populaires qui vont se poursuivre et se développer dès le début 2023, en réponse aux attaques du Capital et de l'Etat à son service.

En 2022, des centaines de milliers d'ouvriers, de travailleurs, hommes et femmes, jeunes et moins jeunes, se sont engagés dans des luttes, dans des mobilisations, notamment pour l'augmentation des salaires. Ce mouvement de grèves, diverses dans ses formes, son ampleur, dure depuis l'automne 2021, et va se poursuivre. En 2023, d'autres terrains de mobilisation sont d'ores et déjà annoncés. Celui de la lutte pour la régularisation des travailleurs et travailleuses sans-papiers, des étrangers, des réfugiés, des migrants. Et celui de la mobilisation contre la réforme du système de retraite, rejetée par une grande majorité de la population.

Ce sont autant de rendez-vous auxquels il faudra participer nombreux, organisés et déterminés, avec les mots d'ordre qui rassemblent, unifient et ceux qui proclament la nécessité de rompre avec ce système capitaliste impérialiste, fauteur de misère et de guerre !

La situation internationale a été largement dominée par la guerre inter-impérialiste en Ukraine, qui met face à face des coalitions impérialistes, sur le dos du peuple ukrainien, du peuple russe et de tous les peuples, qui subissent les conséquences de cette guerre, et qui ont intérêt à ce qu'elle cesse. L'impérialisme français, qui est partie intégrante des alliances impérialistes occidentales (Otan, UE), a subi des revers dans sa zone d'influence en Afrique, où les peuples veulent s'en débarrasser. Cette volonté de « prendre son avenir en mains », de se débarrasser des ingérences des puissances impérialistes et des régimes réactionnaires qui servent leurs intérêts s'est manifestée sur plusieurs continents : en Amérique latine (Chili, Colombie, Pérou, Brésil…), mais aussi en Asie (Iran).

Et partout, de larges secteurs des masses populaires, notamment de la jeunesse, ont continué à dénoncer les conséquences des politiques au service des monopoles pollueurs, qui accaparent les ressources minérales, l'eau, les forêts… et apparaissent de plus en plus clairement comme les principaux responsables du changement climatique.

Pour toutes ces raisons, nous devons continuer, en 2023, à développer la solidarité internationale avec les travailleurs et les peuples du monde, pour la paix, pour le progrès social, et pour le renforcement des liens de lutte avec les organisations révolutionnaires et d'unité avec les forces marxistes-léninistes.

Ce sont les vœux que nous adressons aux ami.e.s et camarades, et à nos lecteurs. ★

Abonnement à La Forge
Tarifs pour la France

Version électronique (pdf): 26 € Pli ouvert (version papier) : 28 €
Pli fermé : 35 € Abonnement avec **soutien :** 40 €

Chèque à l'ordre de : ***Société En Avant***
15 cité Popincourt - 75011 Paris

La Forge - ***Organe central du Parti Communiste des Ouvriers de France***
15 cité Popincourt - 75011 Paris - Tél/Fax 01 48 05 30 14
www.pcof.net - enavant@club-internet.fr - facebook.com/PartiCommunistedesOuvriersdeFrance/

Bilan politique de l'année 2022

Même s'il est toujours arbitraire de vouloir faire coïncider les évolutions de la situation politique nationale et internationale avec les dates du calendrier, il est utile de souligner les faits marquants de l'année qui s'est achevée et d'essayer d'en dégager les grandes tendances. Notre boussole est la lutte de classe, l'évolution des contradictions fondamentales du système capitaliste impérialiste dans lequel nous luttons, que nous combattons et que nous travaillons à saper et à renverser, dans l'intérêt de la classe ouvrière, des travailleurs, des peuples. C'est pourquoi, il ne s'agit pas seulement de répertorier des événements mais aussi de donner des éléments sur l'action de notre parti pour influer sur la lutte de classe, pour l'orienter dans un sens révolutionnaire, en tenant évidemment compte de nos moyens. Des moyens en hommes et en femmes, en jeunes, en militants, en moyens matériels… qu'il faut renforcer, démultiplier.

Pour réaliser ce bilan, nous nous appuyons sur les analyses contenues dans les articles de La Forge. Ces événements sont à la fois d'ordre national et international, ces derniers venant impacter la situation politique, économique, sociale… d'un pays impérialiste comme le « nôtre » : une puissance impérialiste qui exploite la classe ouvrière et les masses travailleuses en France et qui exerce sa domination économique, politique, culturelle, militaire… sur les peuples des colonies et néocolonies. Une puissance impérialiste qui a besoin de l'UE et de ses alliés en son sein pour rayonner, de l'Otan comme alliance militaire et politique garante de la domination des puissances impérialistes occidentales, sous la direction de l'impérialisme US. Une puissance impérialiste touchée par les crises qui se succèdent et s'empilent (économique, sanitaire, environnementale…) et qui n'a pas les moyens de ses ambitions de rivaliser avec les plus grandes, et qui est de plus en plus contestée par les peuples qu'elle domine. Un impérialisme dont le système politique et institutionnel est de plus en plus coupé des larges masses, qui le contestent.

Sur la situation politique nationale

Le dernier point que nous venons de souligner a notamment été illustré par les élections présidentielles et législatives qui ont occupé toute l'actualité politique de janvier à juin (présidentielle et législatives). Elles ont donné un président « mal réélu », sans majorité propre pour faire voter les lois, qui cherche le soutien toujours à droite. Un président qui défend les intérêts de l'oligarchie – « des riches, des (grands) patrons et des marchands de canons », à coups de contre-réformes, comme celle de l'assurance chômage qui frappe durement les chômeurs, celle qu'il veut faire passer à tout prix, sur la retraite, contre la volonté de la grande majorité des couches populaires et la nouvelle réforme sur l'immigration et du droit d'asile qui vise à renforcer le contrôle des patrons et de l'Etat sur la main-d'œuvre immigrée, notamment les travailleurs.euses sans-papiers, tout en l'orientant vers des « métiers en tension ».

L'extrême droite, sous la forme du RN, a investi les institutions, Zemmour et d'autres continuent à pouvoir distiller le racisme et l'islamophobie les plus crus et les groupes d'extrême droite violents essaiment. La montée de l'extrême droite est un phénomène international, notamment en Europe où plusieurs partis sont dans des coalitions gouvernementales (Italie, Suède) et dans plusieurs pays de centre Europe, dirigés par des forces réactionnaires, nationalistes, violemment anti-communistes… (ce qui ne veut pas dire forcément « anti-russes »), comme en Hongrie, Pologne, Serbie…

Les forces de la gauche de gouvernement sont liées par des accords électoraux qui leur ont permis de constituer un groupe parlementaire qui se fait entendre, fait de l'agitation, mais qui ne peut pas peser dans les décisions finales. Traversées par des divergences et des ambitions personnelles, elles n'ont pas de projet de rupture avec le système.

Cette situation politique est en décalage avec la vitalité du mouvement social

Toute cette année a été marquée par un mouvement de grèves pour les salaires. Elles ont débuté à l'automne 2021 et ont touché de très nombreuses entreprises, petites et grandes, avec quelques rendez-vous nationaux, à l'appel des confédérations syndicales (27 janvier, 29 septembre, 18 octobre). Ces grèves, souvent animées par des militants et des travailleurs combatifs, qui ont cherché l'aide des syndicats pour s'organiser, et qui ont entrainé souvent des « primo grévistes », se sont poursuivies toute l'année et continuent encore.

Ces grèves ont eu lieu dans des grands groupes (qui ont engrangé des milliards de profits), comme chez des sous-traitants, dans le commerce (Carrefour, Sephora, Auchan, Cultura, Leroy-Merlin…), les transports (Sncf, Ratp), dans les raffineries et dans la pharmacie (Sanofi).

Certaines ont duré un mois, comme dans les raffineries de TotalEnergies et ExxonMobile, et ont eu un impact économique important. Elles ont toutes bénéficié de la sympathie des masses travailleuses, qui se reconnaissent dans l'exigence de l'augmentation des salaires, d'autant que l'inflation s'est brutalement accélérée à partir du moment où le prix de l'énergie a flambé, ainsi que ceux des produits de consommation, du logement, du chauffage…

Le parti a constamment soutenu ce mouvement et travaillé à l'étendre, un mouvement qu'il a analysé comme l'expression même de la lutte de la classe ouvrière contre l'exploitation capitaliste : la défense de ses intérêts vitaux. Le parti a également travaillé à faire prendre conscience que cette lutte prenait une signification particulière, dans la mesure où elle s'opposait objectivement à la volonté du Capital de faire payer le coût de la guerre.

Des augmentations ont été arrachées : cela faisait des années que les augmentations générales étaient restées bloquées.

De nouveaux secteurs sont entrés dans le combat syndical. Il s'agit notamment des livreurs à vélo (à Grenoble, à Lyon et à Paris), et des travailleurs des plates-formes logistiques (Amazon).

Deux secteurs où les traditions de lutte sont anciennes ont joué et continuent à jouer un rôle important : **la RATP et la SNCF**. La Forge s'en fait régulièrement l'écho, notamment sur les mobilisations des machinistes et des ouvriers ●●●

●●● de la maintenance. Ces mobilisations ont en commun le fait de concerner le transport des voyageurs, dans un contexte où il manque du personnel, où le matériel est très usé, où les perspectives d'événements de très grande ampleur (comme les JO) posent des problèmes insolubles alors que le démantèlement et la privatisation de ces entreprises viennent encore aggraver la situation. Dans les deux cas, ni les directions, ni le gouvernement ne sont parvenus à rendre ces mouvements impopulaires.

Les mobilisations dans la santé et l'éducation se sont également poursuivies.

Dans la santé la « crise des urgences » s'est encore aggravée, mais c'est tout le secteur médical et paramédical qui est malade des politiques libérales. Le manque d'enseignants, leurs conditions de travail, la dévalorisation du métier les ont fait descendre dans la rue à plusieurs reprises, notamment le 13/01, jour d'une grève historique. Avec le nouveau ministre (qui a remplacé Blanquer le honni), la situation ne s'améliore pas et la répression commence à frapper les enseignants rebelles (Kai Terada, équipe enseignante dans le 93).

Les **AESH** n'ont pas cessé de se mobiliser tout au long de l'année pour faire entendre leurs revendications. La énième réforme des **lycées pro** qui poursuit et accélère le démantèlement de cette voie d'enseignement et qui le met à la main du patronat, a également mobilisé les jeunes et leurs enseignants. Le mot d'ordre de « ni chair à patrons, ni chair à canons » que le parti et l'UJR ont mis en avant, a trouvé un écho.

Face à la pénurie de **logements**, à la hausse continue des loyers et des charges, à la baisse des APL et des réformes toujours plus défavorables aux locataires, aux mal-logés et aux sans-logis, la question du logement est devenue également un terrain de mobilisation important.

Les salariés de **Pôle emploi** se sont mis eux aussi en grève à plusieurs reprises, depuis février, pour dénoncer leurs conditions de travail, la « chasse aux chômeurs » que la direction veut amplifier, en lien avec les **réformes successives de l'assurance chômage** ; la dernière en date (à partir de l'automne) qui modifie les règles de l'indemnisation en fonction de la situation de l'emploi est une lourde atteinte à la situation des chômeurs et de l'ensemble des travailleurs.

Le **scandale d'ORPEA** a mis en lumière le cynisme et l'âpreté aux gains des responsables des EHPAD et des fonds d'investissements qui les contrôlent, au détriment des anciens.

Le patronat est resté relativement discret durant cette année 2022, pour ne pas gêner « son » président. Il a obtenu que toutes les mesures prises durant la période covid (les remises en cause du code du travail, les dérogations multiples…) et les aides et allégements fiscaux continuent à arroser les monopoles. Les aides pour compenser le coût de l'énergie ont été négociées en toute discrétion. Mais ça ne lui suffit évidemment pas. Le patronat de la métallurgie est à l'offensive, avec la « nouvelle convention collective de la métallurgie », que les fédérations syndicales, sauf la CGT, ont signée le lundi 7 février : elle touche 1 500 000 salariés de la branche. Cette attaque de grande ampleur (que plusieurs articles de La Forge et de la revue Rupture n°2 analysent) sert de référence à l'ensemble du patronat. La bataille au sein de la fédération de la métallurgie se mène et doit continuer pour s'y opposer de façon claire et déterminée.

Ce tour d'horizon montre l'actualité du mot d'ordre que notre parti, Egalité et d'autres ont fait connaître :

Les jeunes dans la galère, les femmes dans le précaire, les vieux dans la misère, de cette société-là, on n'en veut pas, on la combat !

Il montre aussi que le combat pour l'augmentation des salaires doit se poursuivre, et que les autres terrains de lutte que nous avons évoqués vont aussi s'activer.

Une situation internationale tendue

Pour l'impérialisme français, 2022 aura été l'année du retrait d'un certain nombre de troupes françaises du Sahel : le Mali, bien sûr, mais aussi des difficultés à se maintenir au Burkina Faso, qui était jusque-là une plaque tournante importante pour les forces spéciales françaises. Mais le Burkina est aussi le pays où le mouvement populaire, le mouvement révolutionnaire sont très actifs, refusant notamment de cautionner les deux coups d'Etat militaires. L'article dans ce journal « Redéploiement forcé sur fond de rivalités inter-impérialistes et de colères populaires » revient sur cette question. Il souligne le rôle décisif dans ces retraits de la pression des peuples et l'échec que cela constitue pour l'impérialisme français, qui n'est jamais parvenu à engager à fond ses alliés de l'UE, dans le cadre de Barkhane puis Takuba, dans ce qui a toujours été considéré par eux comme des opérations militaires de défense des intérêts de l'impérialisme français.

La crise coloniale se creuse

Au niveau des colonies, les différentes formes et motifs de contestation se sont multipliés. En Kanaky, l'échec du référendum tenu en décembre 2020, très majoritairement boycotté par les Kanaks, à l'appel du collectif des organisations indépendantistes, rend la question de l'indépendance plus que jamais incontournable. Notre parti, avec d'autres organisations politiques et associatives, ont soutenu l'appel à la non-participation au référendum.

La Kanaky n'échappe pas aux tensions qui secouent la vaste zone Asie-Pacifique, sur fond de rivalités toujours plus fortes entre l'impérialisme US et ses alliés, d'une part, et la Chine et ses alliances, d'autre part. L'impérialisme français s'y accroche, mais les perspectives autour de l'exploitation du Nickel et des autres minéraux présents dans le sous-sol aiguisent les rivalités avec les autres grandes puissances.

Dans les Antilles, la gestion coloniale de la pandémie a profondément aggravé la misère, le délabrement du système de santé. Une partie de la jeunesse est obligée de chercher ailleurs un avenir et une autre partie s'engage dans le combat politique et social. L'empoisonnement des populations pendant des dizaines et des dizaines d'années par le chlordécone et le refus de l'Etat colonial de reconnaître ses responsabilités est une question qui mobilise largement. La marche en France cet été de deux jeunes, une jeune martiniquaise et son compagnon français, pour dénoncer ce scandale et appeler à la solidarité a été un succès auquel les camarades de notre parti dans les villes traversées ont contribué. Quant à Mayotte, l'Etat colonial répond par la répression aux grands problèmes sociaux qui ravagent celle île.

La guerre en Ukraine, une guerre de repartage impérialiste au cœur de l'Europe

Commencée le 24 février, elle provoque d'importants bouleversements dans les rapports de force entre puissances impérialistes, et a des retombées économiques, politiques et militaires mondiales.

Nous consacrons dans chaque numéro du journal des articles sur les différents aspects de cette guerre. Point positif à souligner : les prises de position de la Conférence internationale des partis et organisations marxistes-léninistes (CIPOML) dès avant le déclenchement de la guerre, ont permis de fixer les lignes fondamentales de l'analyse et des tâches qui en découlent. Le point faible, c'est la difficulté à développer une mobilisation d'ampleur, pour faire cesser cette guerre, pour faire cesser les livraisons d'armes qui atteignent des sommets. La division des forces politiques, associatives, syndicales… est très forte. Il faut dire que c'est la première fois depuis longtemps, qu'une guerre de « grande intensité » se mène non seulement en Europe, mais qu'elle implique, de plus en plus directement les USA, leurs alliés de l'Otan, face à la Russie dont les dirigeants ne reculent devant aucune destruction « civile » et brandissent régulièrement la menace d'emploi d'armes nucléaires.

Ce qui est clair, c'est que la guerre lancée par Poutine, qu'il semble avoir enfin décidé d'appeler « guerre », a fourni un formidable prétexte à l'impérialisme US d'impliquer à fond les membres de l'Otan, qui font même, pour certains, de la surenchère.

L'impérialisme US a également fait monter la tension autour de Taïwan et la Chine ne cache pas ses intentions de devenir une grande puissance militaire. Le régime de Xi Jinping semblait avoir réussi à consolider son pouvoir, suite au XXe congrès du PCC. La colère de milliers d'ouvriers dans une usine stratégique qui travaille notamment pour Apple et les émeutes populaires dans plusieurs villes ont obligé le régime à changer de politique sanitaire… comme quoi, la lutte de classe existe bel et bien en Chine.

Si les contradictions inter impérialistes ont une place importante dans la situation internationale, elles ne peuvent pas gommer la montée des luttes des peuples dans plusieurs pays du monde. On a assisté en 2022 à un regain du mouvement populaire en **Amérique latine** : Chili, Equateur, Colombie, Pérou, où les mobilisations massives ont provoqué l'éviction des forces de droite des gouvernements. Au Brésil, Bolsonaro, un fasciste qui a imposé brutalement des idées réactionnaires et a porté des coups aux forces de progrès, a été battu aux dernières élections. La social-démocratie revient souvent au pouvoir, mais elle doit tenir compte de la mobilisation, des attentes sociales et politiques des travailleurs et des masses populaires. En Equateur, le parti frère et les organisations révolutionnaires, démocratiques et anti-impérialistes, les organisations indigènes, ont mené en 2022 une nouvelle bataille de 15 jours qui a fait fléchir le gouvernement soutenu par l'oligarchie et l'impérialisme. Ces forces renforcent leur unité d'action et leur capacité à mener des batailles de plus grande ampleur.

En Iran, la révolte populaire qui dure depuis plus de trois mois, affronte un régime de plus en plus isolé dans la population. Les femmes et les jeunes sont au premier rang de ce combat.

Pour clore, 2022 aura été l'année la plus « chaude » au monde, avec des phénomènes climatiques destructeurs. La France n'y a pas échappé, avec les méga feux de l'été, la sècheresse qui détruit les cultures, les inondations…

Des mobilisations se sont développées autour de la question de la gestion de l'eau (opposition aux « bassines ») ; elles ont été réprimées, mais essaiment ailleurs.

La question de la construction de nouvelles centrales nucléaires, que le lobby électronucléaire et le gouvernement espèrent « faire passer » au nom de la nécessité d'accroître la production d'électricité, soulève une opposition qui va sans doute se développer.

Ce terrain ne se substitue pas aux autres, mais il peut participer à faire grandir la conscience de la nécessite de rompre avec ce système. ★

Projet de loi sur l'immigration

Réprimer et assujettir les travailleurs sans papiers

Porté par le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin et celui du Travail Olivier Dussopt, le texte du projet de loi sur l'immigration, intitulé « Pour contrôler l'immigration et améliorer l'intégration », a été dévoilé par le gouvernement le 20 décembre et devrait être débattu à l'Assemblée nationale en janvier. Objectif affiché : rendre plus efficaces les expulsions et délivrer plus facilement des contrats de travail à des travailleurs migrants dans certains métiers dits en tension.

Ce que Matignon résume par la formule : « *Pouvoir éloigner plus vite ceux qui doivent l'être et pouvoir mieux intégrer par la langue et le travail ceux qui ont vocation à rester.* »

Rendre plus efficaces les procédures d'expulsions

La majeure partie du texte concerne les mesures permettant d'améliorer le taux d'exécution des expulsions, par une réforme « structurelle » de l'asile et du contentieux des étrangers. À ce sujet, le ministère de l'Intérieur dit concentrer « *l'effort sur les auteurs de troubles à l'ordre public* », avec une « priorisation » de leur expulsion, promise notamment depuis le meurtre mi-octobre de la petite Lola par une déséquilibrée algérienne sous le coup d'une obligation de quitter le territoire français (OQTF). Il reprend ainsi à son compte un thème cher à la droite et l'extrême droite : la « *surreprésentation des étrangers dans les actes de délinquance* ».

Parmi les autres propositions : le « *recours à la coercition pour le relevé des empreintes digitales et la prise de photographie des étrangers en séjour irrégulier* », contrôlés aux frontières ; la réintroduction d'une mesure de la loi séparatisme initialement censurée par le Conseil constitutionnel en 2021, pour « *rendre possible le refus, le retrait ou le non-renouvellement de certains titres de séjour* » en cas de non-respect des « *principes de la République* » ou « *en cas de menace grave pour l'ordre public* ». Mais le projet de loi va encore plus loin en prônant l'inscription des immigrés menacés d'expulsion au « *fichier des personnes recherchées* », ce qui constitue un pas de plus dans la volonté de criminalisation de tout étranger en situation irrégulière. Un gage de plus donné à la droite et l'extrême droite et unanimement dénoncé par les associations d'aide aux migrants.

Sans attendre ce nouveau projet de loi, le gouvernement a déjà considérablement durci les conditions d'accueil et de séjour des étrangers. Darmanin avait déjà signé une circulaire, le 17 novembre 2022 dans ce sens et il suffit de ne pas donner les moyens humains et matériels aux préfectures pour traiter en temps et en heure les demandes de renouvellement des titres de séjour pour que les préfectures deviennent de fait de véritables « fabriques » de sans-papiers » et d'OQTF. Ces dernières sont en fortes hausses et avec la réouverture des frontières les expulsions ont repris de plus belle.

Des régularisations entre les mains des préfectures et du patronat

Mais ce tout répressif se heurte à une réalité : sans les travailleurs migrants et notamment sans-papiers, des secteurs importants de l'économie, notamment le bâtiment, la restauration, le nettoyage… ne peuvent pas tourner. Les grèves de travailleurs sans-papiers depuis 2006, menées notamment par la CGT la Cgt, ont permis d'imposer la possibilité de leur régularisation sur la base de critères arrachés de haute lutte. Depuis, la grande majorité des demandes de régularisation passe par les organisations syndicales. Avec ce projet de loi, on assiste à un changement radical de paradigme. Exit définitivement l'aval des anciennes Direcctes (aujourd'hui Dreets) concernant les autorisations de travail, au profit exclusif des préfectures, et donc du ministère de l'intérieur, qui délivreront ce nouveau « permis de séjour à durée déterminée ». Il pourra l'être pour tout étranger en situation irrégulière « *qui a exercé une activité professionnelle salariée figurant dans la liste des métiers* [en tension] » « *depuis au moins huit mois sur les vingt-quatre derniers mois et qui justifie d'une période de résidence ininterrompue d'au moins trois années* ».

Une sorte de « contrat de chantier » porté directement par l'employeur auprès des préfectures, selon ses besoins, loin de tout contrôle syndical quant aux conditions de travail, de salaire, etc. Un contrat qui va, de fait, renforcer l'assujettissement du travailleur sans papiers à son patron, sous peine de retomber dans l'illégalité. Une façon de répondre par une exploitation renforcée de ces travailleurs aux pénuries de main-d'œuvre dans la perspective notamment des événements sportifs annoncés tout en les éloignant des organisations syndicales. ★

Attaques contre les Kurdes à Paris

Presque dix ans après l'assassinat des 3 militantes kurdes, 3 nouvelles victimes sont tombées à la porte du Centre culturel kurde du 10e, sous les balles d'un homme déjà condamné pour une attaque contre un camp de migrants.

Si les autorités françaises ont voulu immédiatement qualifier cet attentat de raciste – ce qu'il est –, il s'agit d'un acte terroriste contre la communauté kurde. C'est ce que les organisations kurdes et françaises ont affirmé avec force lors des multiples manifestations qui ont eu lieu en région parisienne et dans plusieurs villes de province. A plusieurs occasions, les fascistes turcs – les « loups gris » ont attaqué des manifestants, sans être inquiétés par les importants dispositifs policiers qui s'en sont pris aux manifestants.

L'attentat précédent n'a jamais eu de conclusion satisfaisante : suite à la mort de son auteur, les autorités policières, judicaires et politiques françaises n'ont pas voulu faire la lumière sur les commanditaires de ces meurtres, les services secrets turcs que tout désignait.

Cet assassinat s'inscrit dans le contexte de la flambée des agressions de l'extrême droite. Libération recensait, le 20 novembre, au moins une trentaine d'attaques depuis la rentrée, chiffre bien dépassé depuis. Les cibles sont nombreuses : militants ou personnes LGBT, étudiants, militants antiracistes et antifascistes, syndicalistes…

Les attaques violentes et organisées de groupes d'extrême droite se multiplient

Lyon est un « haut lieu » des groupes d'extrême droite. Malgré les interdictions de 3 groupes en 2021, ils sont particulièrement actifs et organisés.

Le 29/09, une vingtaine de fascistes agressent des militants antifascistes à la sortie d'une conférence sur l'extrême droite. Le 14/10, des membres du collectif 69 Palestine sont pris en chasse à la fin d'un rassemblement, par des hommes masqués avec des battes de baseball. Un jeune est passé à tabac et gravement blessé. Le 16/10, à la gare de Lyon Perrache, où les agents de nettoyage sont en grève, des nervis volent les banderoles syndicales et s'en glorifient sur internet : les grévistes sont quasiment tous d'origine étrangère. Le 21/10, une manifestation d'une centaine de ces néo-fascistes, utilisant le meurtre de la jeune Lola, clame « immigrés assassins » ou « l'immigration tue ». Le 26/11, lors de la manifestation contre les violences faites aux femmes, les militantes du collectif « identitaire » Némésis, provoquent et attaquent, appuyées par des militants munis de matraques et de gaz lacrymogène, le service d'ordre en criant des slogans racistes et xénophobes. Le 5/12, des militants de LFI diffusant des tracts sont agressés par des individus hurlant des slogans fascistes, tabassant un jeune, victime d'un traumatisme crânien.

Les mêmes actes se produisent dans d'autres villes.

Ainsi, le 6/11, à Montpellier, ce sont des militants étudiants qui sont agressés lors d'un collage. Les violences sont récurrentes : attaques contre le local associatif La Barricade, militants frappés dans la rue, table associative LGBT retournée à la fac de droit…

A Albi, le groupe d'extrême droite Patria Albiges, a agressé des étudiants autour de la cité universitaire. Des tags et symboles fascistes, croix gammées et celtiques, sont apparus récemment sur les murs de la cité scolaire.

A Bordeaux, le 7/12, une trentaine de militants d'extrême droite armés de matraques télescopiques, ont voulu empêcher des députés LFI de donner une conférence à l'université. Ils ont été repoussés par des membres du service d'ordre.

Et le 15, jour de la demi-finale France Maroc, les violences « présagées » par Zemmour et Bardella, se déchaînent. A Paris, 38 individus sont interpellés, ce sont des militants connus d'organisations dissoutes. A Lyon, à Montpellier, Nice, Annecy, l'ultra droite est sortie, armée de battes de baseball, gazeuses, barres de fer… pour des ratonnades.

La « banalisation » de l'extrême droite qui a investit les institutions (le groupe RN à l'Assemblée) et qui se sert de ces tribunes pour distiller ses positions réactionnaires, racistes, fait que des groupes d'extrême droite plus radicaux ont plus de facilité à s'exprimer, à occuper le terrain en utilisant les réseaux sociaux. La plupart de leurs actions violentes sont ouvertement revendiquées sur ces derniers.

Comme l'exigent de plus en plus de forces démocratiques, il faut interdire ces groupes, fermer leurs locaux, et condamner les responsables de ces mouvements. Il faut que cesse l'impunité dont ils bénéficient. ★

Santé

La crise n'en finit pas de s'approfondir

Nous le disions déjà dans La Forge de décembre : l'hôpital public, et tout particulièrement les Urgences, ne parviennent plus à faire face et encore moins quand s'ajoutent à la 9e vague de Covid les traditionnelles épidémies hivernales.
Les conséquences pour la population deviennent dramatiques. Marc Noizet, Président du syndicat Samu-Urgences de France, vient de donner une estimation des temps d'attente des patients aux Urgences : 10 heures, 12 heures, voire 15 heures… avec, comme conséquence, une mortalité journalière de presque un patient par jour depuis le 1er décembre.
Les urgentistes ont d'ailleurs décidé de recenser l'ensemble de ces patients décédés, auxquels s'ajoutent ceux qui ont appelé le 15, décédés à domicile avant l'arrivée du SAMU. A Fondettes, près de Tours (37), le 26 décembre, une femme d'une soixantaine d'année est décédée après avoir été refusée par les urgences d'une clinique privée et à qui on a demandé d'appeler le 15.
Dans une tribune parue dans le journal Le Monde du 21 décembre, un collectif de 5000 médecins, soignants et agents hospitaliers estime que « *l'hôpital public n'est plus capable d'amortir la moindre crise sanitaire, même si elle est prévisible, comme la chaleur en été et la bronchiolite en hiver* ». Ils font plusieurs propositions pour « sauver l'hôpital public » et stopper l'hémorragie de soignants : instaurer un ratio maximal de patients/infirmières, (soit + 100 000 infirmières sur trois ans) ; revaloriser le travail de nuit et de week-end, prendre en compte le coût du logement ; une gouvernance qui ne soit plus basée sur la gestion financière ; l'arrêt de la tarification à l'acte.
Dans son discours du 6 janvier à Corbeil (91), E. Macron, pour tenter de désamorcer la colère du personnel hospitalier, a promis de supprimer la tarification à l'acte tout en affirmant que la résolution de la crise ne passe pas par une augmentation de moyens mais par une réorganisation du système ! Et pour commencer, il veut en finir avec « l'hyper-rigidité des 35 heures ». Autrement dit : mettre encore et encore la pression sur les personnels !
La grève des médecins libéraux entamée le 26 décembre à l'appel du Collectif « Médecins pour demain »[1], a été reconduite jusqu'au 8 janvier 2023. La revendication largement mise en avant est celle du doublement du tarif de la consultation (de 25 à 50 euros), pour soi-disant créer un « choc d'attractivité » vers une médecine de ville « écrasée » par les tâches administratives et qui n'attire plus les jeunes. Ce qui est une réalité. Le mouvement a entraîné une baisse d'activité d'environ 30 % chez les généralistes. Le ministre de la Santé F. Braun leur a gentiment fait remarquer que « ce n'était pas le moment ».
On peut comparer ces critiques minimalistes aux tombereaux de reproches qui se sont abattus de toutes parts sur les contrôleurs de la SNCF en grève au moment des vacances de Noël.
Rappelons que la rémunération des médecins libéraux est directement financée par le budget de la Sécurité sociale, fragilisé par les exonérations des cotisations patronales sur les rémunérations (salaires et primes, comme celle intitulée « partage de la valeur » – ancienne prime Macron –élément maintenant incontournable des NAO). Déjà, en 2019, ces exonérations étaient de l'ordre de 65 milliards[2], augmentant le déficit chronique de la Sécu, la baisse des remboursements des frais de santé et l'austérité pour l'hôpital.
Ce mouvement est diversement suivi. La manifestation du 5 janvier à Paris a rassemblé 2 000 médecins. F. Braun a annoncé une possible revalorisation de 5 € des consultations qu'E. Macron vient d'assortir d'une exigence (à définir) en termes de permanence des soins.
A la grève des médecins, s'ajoute celle des laboratoires de biologie, secteur de plus en plus concentré et de plus en plus entre les mains de fonds de pension qui ne veut pas céder sur ses profits, sans parler de la pénurie de médicaments…
Mais pour en revenir à l'hôpital, au train où vont les choses, la France pourrait bien se retrouver dans la situation du NHS, le service public et gratuit de santé britannique. En effet, le Royal College of Emergency Medicine, a estimé qu'entre 300 et 500 patients mouraient chaque semaine au Royaume-Uni en raison des carences dans les soins d'urgence
Les infirmières anglaises n'attendent plus, elles ont lancé un véritable mouvement de grève les 15 et 20 décembre dernier. Premier mouvement depuis 106 ans ! Elles réclament une augmentation de salaire de 19 %. Une façon bien réelle de redonner de l'attractivité aux métiers de la Santé. ★

1- Soutenue par l'UFML (Union Française pour une Médecine Libre), la FMF (Fédération des Médecins de France), le SML (Syndicat des Médecins libéraux) et Jeunes Médecins
2- Université de Lille /Mai 2022/Un capitalisme sous perfusion.

Education

Encore des suppressions de postes !

Avant les congés de fin d'année, le ministère a transmis la carte scolaire pour la rentrée 2023. S'appuyant sur la baisse démographique prévue notamment dans le premier degré, ce sont 1300 postes qui devraient être supprimés à cette rentrée : 800 postes pour le premier degré et 500 pour le second degré.
Si la baisse démographique est réelle dans le premier degré, on aurait pu espérer que ce moins d'élèves soit l'occasion d'améliorer les conditions de travail des enseignants en allégeant les classes. Or, c'est un tout autre choix qui est fait, dans la logique austéritaire poursuivie depuis de nombreuses années. Cette baisse de moyens intervient aussi alors que le ministère s'était engagé à poursuivre les dédoublements en grande section en REP et le plafonnement à 24 élèves pour toutes les classes de CP et grande section et à améliorer les décharges de directeurs.
Dans le second degré, la baisse démographique est minime (840 élèves en moins au niveau national !), mais ce sont néanmoins 500 postes qui seraient supprimés.
La France compte le nombre moyen le plus important d'élèves par enseignant au niveau européen. Dans le premier degré, en Italie, le nombre moyen d'élèves est de 11,2, en Allemagne de 14,9, et en France de 18,4, chiffre qui masque de grandes disparités. En collège, on est passé en moyenne de 25 à 26 élèves par classe. Au lycée de 29 à 30 élèves.
Parallèlement, dans son dernier rapport, « *L'Europe de l'éducation en chiffres 2022* », la DEPP (service statistique du ministère de l'éducation nationale) dresse un tableau qui montre que les enseignants en France ont des salaires plus faibles que la moyenne des pays de l'UE, avec un temps de travail plus élevé, pour des classes plus chargées ! C'est particulièrement le cas pour les enseignants du premier degré, avec en moyenne 45 heures de travail hebdomadaires, sans prise en compte par ailleurs de ces heures supplémentaires sur le plan financier.
Avec les suppressions de postes prévues, ce sont donc des conditions de travail qui vont encore se dégrader à tous les niveaux du système éducatif.
A la rentrée de janvier, le ministre a fait des annonces pour soi-disant pallier la baisse du niveau des élèves en collège et améliorer la liaison école/collège. Encore une fois, il se situe dans la lignée de son prédécesseur faisant des annonces médiatiques sans concertation préalable et pour généraliser des mesures expérimentées dans une académie (ici celle d'Amiens) sans aucun bilan ni recul.
En l'occurrence, il s'agit de mettre en place une heure en sixième de liaison école/collège en maths et français, heure qui serait assurée par des professeurs des écoles. Le ministre assure en plus que cette heure serait payée en heure supplémentaire et y voit donc un élément de revalorisation salariale. Cette mesure apparaît, comme cela a été souligné par plusieurs syndicats, comme une mesure « cosmétique », bien en deçà des véritables besoins. Pire, elle ne tient pas compte du travail énorme dispensé par les professeurs des écoles et des contraintes de la classe. Comment les PE peuvent-ils et elles envisager de se déplacer en collège, en plus du travail quotidien fourni en classe ? Il y a aussi une dimension idéologique forte, car ce dispositif s'inscrirait dans le « pacte enseignant » promu par Macron qui associe toute « revalorisation salariale » à des missions supplémentaires, suivant le principe bien connu de « travailler plus pour gagner plus ».
Plutôt que de constater les réelles difficultés des élèves à l'arrivée en collège en proposant un énième dispositif en dehors de la classe, il faudrait d'abord améliorer les conditions de travail à l'école, remettre en place les RASED (réseau d'aide et soutien) qui ont été démantelés, alléger les effectifs des classes à l'école et au collège, dédoubler des heures au collège, pour être au plus près des élèves, et mieux les accompagner, travailler à la réduction des inégalités sociales et scolaires et à améliorer les conditions de l'inclusion des élèves en situation de handicap.
Mais ce serait en rupture avec les politiques précédentes et manifestement le nouveau ministre se maintient dans l'ombre de son prédécesseur. L'inflation qui met à mal des salaires déjà insuffisants, la dégradation continue des conditions de travail conjuguées avec la perspective d'une réforme des retraites injuste alimente la colère. ★

Plan de relance du nucléaire : pour nous, c'est toujours NON !

2021 s'était terminée sur la révélation d'un incident majeur sur la centrale nucléaire de Taishan en Chine du sud, incident qui avait conduit à son arrêt total. Cette centrale, construite par EDF et Framatome sur le même modèle que celle de Flamanville, en partenariat avec China General Nuclear Power Corporation, est aussi la première en fonctionnement dans le monde. Cela présage mal de la mise en activité des suivantes alors qu'EDF vient d'informer d'un nouveau retard de 6 mois pour la mise en route de l'EPR de Flamanville et d'un nouveau dépassement de budget de 500 millions d'euros ! (1)

C'est également en novembre 2021 qu'un haut cadre de la centrale de Tricastin (Drôme) dénonçait la dissimulation d'incident lors d'une inspection décennale de la centrale par l'agence de sécurité nucléaire (ASN).

L'année se terminait également par l'annonce de la mise à l'arrêt de plusieurs centrales, celle de Chooz dans les Ardennes et celle de Civaux dans la Vienne, les deux plus puissantes, pour cause de problèmes de soudure. Suivront au cours de l'année des problèmes de corrosion sur les circuits primaires, puis l'arrêt de plusieurs centrales pour cause de maintenance ; d'autres encore seront arrêtées suite à la sécheresse et aux faibles niveaux des cours d'eau. A l'été 2022, 32 réacteurs sur les 56 que compte le parc nucléaire français étaient à l'arrêt !

Mais l'année 2022 démarrait avec le déplacement de Macron à l'usine Alstom de Belfort. Le 10 février, il venait annoncer son grand plan de relance du nucléaire : prolongement de la durée de vie des centrales au-delà de 50 ans, construction de 6 EPR d'ici 2040 et de 2 en plus d'ici 2050, construction également de plusieurs SMR (small modular reactor).

Tout cela grâce à un financement public massif de plusieurs dizaines de milliards d'euros.

Pourtant, la guerre en Ukraine, déclenchée fin février, allait montrer que les réacteurs nucléaires civils pouvaient devenir des cibles militaires comme l'ont montré les menaces sur la plus grosse centrale d'Europe, celle de Zaporijjia.

Si le lobby électronucléaire et le gouvernement français pouvaient se réjouir de la décision prise en juillet par le parlement européen de classer l'électricité d'origine nucléaire comme une énergie propre, le projet de loi présenté en conseil des ministres début novembre pour accélérer la construction des nouveaux EPR en simplifiant les procédures administratives (CF *La Forge* n° 644 p. 6) a été retoqué par le conseil d'Etat.

Le débat public sur la question de la construction de nouveaux EPR, qui a débuté le 27 octobre et doit se terminer le 27 février, est une vaste mascarade puisque tout a déjà été décidé. L'expérience de la convention citoyenne pour le climat où sur 149 propositions, seules 10 % ont été retenues par le gouvernement, a été, pour ceux qui y ont cru et ont joué le jeu, une amère expérience. Ce débat public sur le nucléaire, qui n'a de toute façon qu'une valeur consultative, est déjà biaisé : il postule la construction de nouveaux réacteurs sur des sites existants comme celui de Chooz.

Toute l'histoire du nucléaire en France est une histoire de déni de démocratie, d'opacité, de mensonges d'Etat, à grand renfort d'intoxication médiatique, de cocoricos technologiques et d'envolée lyrique sur l'indépendance nationale ! Mais peut-il en être autrement quand les gouvernements qui se sont succédé n'ont jamais défendu l'intérêt des travailleurs, des masses populaires et des peuples mais ceux des monopoles, ceux de l'électronucléaire.

La question de l'énergie qui est revenue en force dans le débat public, en particulier depuis la guerre en Ukraine et ses conséquences sur l'approvisionnement en pétrole et en gaz, a été l'occasion pour les partisans du nucléaire de revenir à la charge en mettant en avant la question de « notre indépendance énergétique », oubliant au passage la provenance du minerai, entièrement importé.

Nous n'avons aucune illusion sur le vote qui aura lieu au parlement sur les futures lois énergie climat de 2023. Mais il se pourrait bien que les chantiers des nouveaux EPR qui seront décidés connaissent des retards, voire plus… A Chooz, en 1979, lors de la construction du second réacteur, une partie de la population, et notamment la jeunesse, des deux côtés de la frontière (France/Belgique) s'y était opposée. Aujourd'hui, même si les élus LR de la région se portent candidats pour leurs implantations, la connaissance du danger que représente cette technologie du passé peut provoquer un mouvement beaucoup plus puissant. C'est ce à quoi il faut travailler. Avec le Réseau Sortir du nucléaire nous disons : « nouveaux réacteurs : ni ici ni ailleurs » ! ★

(1) En 2007, le chantier devait durer cinq ans, pour un coût de 3,3 milliards d'euros. Il devrait finalement durer au moins dix-sept ans, pour une facture désormais estimée à 19,1 milliards.

Coupures d'électricité : le gouvernement souffle le chaud et le froid

Dès le mois de septembre et tout au long du dernier trimestre de l'année 2022, les annonces toutes plus anxiogènes les unes que les autres sur le manque d'électricité et les coupures probables d'alimentation du réseau ont circulé dans les médias. Les chaînes de télévision, les radios, les journaux ont commenté les déclarations d'EDF et de RTE qui nous prédisaient un hiver difficile ; la machine médiatique s'est emballée à tel point que l'idée s'est répandue que l'on devrait bientôt se chauffer et s'éclairer… à la bougie.

L'indisponibilité du parc nucléaire et la guerre en Ukraine seraient les responsables de cette pénurie. Encore une fois, ces explications permettaient d'alimenter l'idée que tout cela c'est de la faute à Poutine et que sans renouvellement et agrandissement de notre parc nucléaire nous serions contraints aux privations. La défense de la démocratie (à la sauce des pays impérialistes occidentaux) et notre indépendance énergétique (grâce au pillage des ressources minières du Niger par exemple) seraient donc à ce prix.

On nous a donc fortement conseillé de baisser la température de chauffage dans nos logements, de modérer notre recours aux ustensiles de cuisson énergivores, et à « décaler leurs usages » énergétiques aux périodes de moindre tension, comme l'après-midi, la nuit et le week-end. « Les coupures sont évitables si la mobilisation de tous est forte », dixit Xavier Piechaczyk, président du directoire RTE. Si coupures il doit y avoir, ça sera donc de notre faute car nous aurons manqué d'esprit civique. Les compteurs Linky qui nous ont été imposés et qui sont capables de connaître en temps réels notre alimentation et nos usages tombent à pic pour assurer un contrôle.

Mais, en réalité, ces injonctions qui visent à nous culpabiliser s'adressent principalement à ceux qui ont encore les moyens de se chauffer correctement ; car nombreux sont ceux qui n'ont pas attendu pour baisser et même couper leur chauffage et réduire au strict minimum leur consommation électrique, non pas pour répondre aux recommandations de RTE relayées par le gouvernement mais parce que, de toute façon, ils sont obligés de choisir entre se chauffer et manger. Les travailleurs aux petits salaires, beaucoup de retraités, les foyers monoparentaux, les précaires et les chômeurs, les étudiants pauvres, ne se privent pas parce qu'on le leur demande mais parce qu'ils n'ont pas les moyens en temps normal, qu'il y ait abondance ou pénurie d'électricité, de profiter de ce confort minimum d'avoir chaud chez eux. Sans parler de l'hérésie du chauffage électrique qui a été très longtemps promu, encouragé, favorisé par EDF qui avait de l'électricité à revendre, grâce aux centrales nucléaires !

Il y a de plus en plus de monde concerné par ces privations car les foyers aux faibles revenus se trouvent aujourd'hui confrontés non seulement à la flambée des prix de l'énergie (gaz et électricité) mais également à la hausse des prix des produits de consommation courante. Et ce ne sont pas les chèques envoyés par le « généreux » donateur Macron qui règleront le problème. Les masses travailleuses ne demandent pas la charité, elles veulent vivre dignement de leur travail.

Mais il faut rétablir la vérité : qui sont les véritables responsables de la guerre en Ukraine, des pannes de réacteurs nucléaires, de la sécheresse ? Certainement pas les masses populaires. La guerre est le résultat de l'aiguisement des contradictions inter-impérialistes entre d'un côté les USA et les puissances occidentales, alliés dans l'OTAN, et de l'autre la Russie. Le vieillissement du parc nucléaire n'a pas été anticipé par les gouvernements successifs et rien de sérieux n'a été entrepris pour réduire en France la production de gaz à effet de serre (même si, bien évidemment, cette question relève de la responsabilité de l'ensemble des Etats capitalistes développés).

Tout cela vient confirmer que ce système est à bout de course, non seulement parce qu'il est incapable d'assurer le bien-être des larges masses et de préserver notre environnement mais parce qu'il est responsable de la misère et qu'il conduit à la guerre. Nous refusons la politique de culpabilisation et de division qui nous fait payer toujours plus cher ce dont nous avons besoin pour vivre. ★

Non à la retraite à 64 ou 65 ans !

Mardi 10 janvier, le contenu du projet de loi sur la énième contre-réforme des retraites est mis sur la table. Fin du faux suspense, vu que l'essentiel est déjà connu. Après avoir échoué à imposer sa retraite à points en 2019/2020, E. Macron revient donc à la charge pour, cette fois-ci, s'en prendre directement aux 62 ans, âge légal du départ en retraite, pour le porter à 64 ou 65 ans.

Le MEDEF est bien évidement pour, mais se fait discret. Trop content de cet allongement de la durée du temps de travail à peu de frais qui va permettre de gonfler un peu plus les profits.

Avec le gouvernement, il a à cœur la nécessité de « sauver » le système par répartition qui, comme à chaque contre-réforme (c'est la 8e) est, selon eux, menacé de s'effondrer. E. Macron, le 31 décembre, y a consacré une bonne partie de son allocution : « *l'objectif est de consolider nos régimes de retraite par répartition qui, sans cela, seraient menacés, car nous continuons de financer à crédit* ». Mais dans sa campagne électorale de 2022, il a dit aussi que cette réforme servirait à financer « d'autres dépenses ».

Selon les projections du ministère du travail lui-même, le recul de l'âge légal de départ à la retraite à 65 ans pourrait générer 32 milliards d'économies à l'horizon 2035 ! De quoi financer effectivement « d'autres dépenses » ! Pour E. Borne, « *c'est un système (de retraite) dans lequel nos actifs financent les pensions des retraités… or nous vivons plus longtemps donc le nombre d'actifs rapporté au nombre de retraités ne cesse de baisser* ».

A la question sur le nombre de seniors encore au travail au moment de leur retraite (seul un 1/3 des 60/64 ans étaient en emploi en 2021), E. Borne répond que la réussite de la réforme passera par le maintien dans l'emploi en fin de carrière (?!). Et pas question d'augmenter les cotisations sociales (celles des patrons) pour « *sauver le système* », car elle ne veut pas « *augmenter le coût du travail* ».

Bref, en face tout est dit avec la mauvaise foi qui les caractérise, mais ils ont en charge les intérêts du Capital et, cette fois-ci, ils voudraient bien arriver à faire passer leur réforme, dite paramétrique (recul de l'âge légal), à défaut d'avoir pu faire passer celle dite systémique (retraite à points).

Pas la peine de s'égosiller pour faire des propositions ou se placer sur le terrain « *d'une autre réforme des retraites* ». Le seul axe de lutte qui vaille, c'est d'engager la bataille pour dire « Non ! » au recul de l'âge légal de départ en retraite.

Difficile de dire comment va s'établir le rapport des forces dans la bataille qui vient. Une chose est sûre, E. Macron et son gouvernement veulent aller vite pour essayer de prendre de vitesse le mouvement social et arriver à faire passer leur projet de loi au parlement avec l'aide de la droite ou en passant en force avec un nouveau 49/3.

Fait rarissime, toutes les organisations syndicales sont sur le pied de guerre contre ce recul annoncé de l'âge légal. Jusqu'à la Cfdt qui, vent debout, adresse à ses équipes du matériel en veux-tu en voilà pour un maximum de visibilité dans les manifestations à venir. Le soir de la présentation du projet de loi par E. Borne, toutes les organisations syndicales se réunissent pour arrêter définitivement les dates des journées interprofessionnelles de grève et de manifestations contre le projet de loi. Déjà, des préavis pour couvrir la semaine du 16 au 20 ont été déposés. D'autres le sont sur la question des salaires le 13 janvier comme à la RATP. De leur côté, le même soir, les partis de la gauche parlementaire vont tenir meeting.

Si, dans la dernière période et encore maintenant, la question des salaires était au cœur des luttes et des grèves et où sur les piquets de grève, « personne » n'évoquait la question de la retraite, après le 10 janvier, la retraite et la contre-réforme va parler à tout le monde ! Inévitablement, cela va venir coiffer pendant un temps les mobilisations en cours sur la question des salaires, mais cela ne va pas les étouffer pour autant pour peu que le mouvement arrive à s'installer un tant soit peu dans la durée. L'augmentation des salaires, c'est une question de survie, là maintenant. Comment pourrait-on lui opposer la question des retraites et inversement. Sans compter avec tous les autres fronts de lutte (assurance chômage, santé, éducation, logement, travailleurs sans papiers…).

Dans les semaines qui viennent, cette contre-réforme des retraites peut être la « grosse goutte » qui va exacerber toutes les colères. ★

De l'importance de l'organisation syndicale et de la solidarité ouvrière

Clestra Métal est situé à Illkrich-Graffenstaden au sud de Strasbourg (67). 150 salariés fabriquent des cloisons métalliques pour bureau. L'entreprise vient d'être rachetée par le groupe familial Jestia qui possède des Ehpad (réseau Panovis), des entreprises de mobiliers et des hôtels. L'Etat a donné sa garantie pour un prêt de 4,1 millions d'euros et la Région Grand Est une avance remboursable de 900 000 euros. 57 salariés ont été licenciés lors de la reprise.

A peine arrivée, la direction a remis en cause l'accord sur le temps de travail, la prime annuelle d'intéressement (autour de 1 300 euros), la mutuelle, le supplément de prime de vacances… Et elle a refusé toute augmentation de salaire sous prétexte du redressement judiciaire en cours.

À l'appel du syndicat CGT, majoritaire dans l'entreprise, les ouvriers se sont mis en grève pour préserver leur acquis et exiger la compensation de l'inflation. Le 9 décembre, 90 % des ouvriers cessaient le travail avec piquet de grève devant l'entreprise, les pieds dans la neige.

Dès le début du mouvement, l'union syndicale des travailleurs de la métallurgie (USTM/CGT) du 67 a mobilisé ses syndicats en solidarité, y compris financièrement. Le 14 décembre, l'Union départementale CGT appelait à un premier rassemblement. Les employés de bureau, par-delà les pressions de la hiérarchie, ont fait deux heures de grève. A la veille de la troisième semaine de grève, le 20 décembre, un nouveau rassemblement est organisé avec la participation active des délégations CGT de Punch Powerglide, de Supra, d'Arcelor, de Safran, de Gaggenau, de Messier, d'Usocome…

Le nombre des grévistes et leur détermination à défendre leurs acquis, comme la prise en main de l'organisation de la solidarité par la CGT, ont eu raison de la direction « droite dans ses bottes» » Le 21 décembre, elle signait le maintien de l'accord sur le temps de travail, celui sur la prime d'intéressement… ainsi qu'une augmentation générale mensuelle de 65 euros avec une prime de 420 euros pour 2022, et de 650 euros pour les années suivantes jusqu'en 2025. La moitié des jours de grève était payée.

La grève sur le groupe Sanofi

Le 14 novembre 2022, à la veille des NAO sur le groupe Sanofi, huit sites sur la quinzaine que compte le groupe étaient touchés par un mouvement de grève à l'appel de la CGT. Fort de l'expérience des dernières NAO où la direction n'avait concédé que 1 % d'augmentation générale, le syndicat rompait en quelque sorte avec la mécanique bien huilée du « dialogue social » et est arrivé à entraîner jusqu'à un certain point les autres organisations syndicales dans la grève. Rapidement, c'est la quasi-totalité des sites qui étaient touchés par ce mouvement pour les salaires.

Les grévistes exigeaient 10 % d'augmentation, une prime de 10 000 euros et l'embauche d'au moins des 2/3 des intérimaires sur les 3 700 employés par le groupe. Un délégué syndical central de la CGT explique sur Internet : « *Ce qu'on réclame là, c'est ce qu'on subit actuellement : si tu regardes, entre novembre 2020 et novembre 2022, le litre de gazole a pris 60 %. Nous, le problème, c'est qu'on ne peut pas se déplacer en transport en commun, il y a une bonne partie des salariés qui habitent entre une demi-heure et une heure de voiture du site. Moi par exemple cela fait 44 km par jour… Le charriot de course a (aussi) pris une claque. Tout a augmenté, c'est de la folie.* »

Les 6,2 milliards de profits réalisés en 2021 et les 4 milliards de dividendes reversés aux actionnaires sont venus en quelque sorte conforter les revendications des grévistes.

Globalement, la grève a duré quatre semaines. Le dernier site à reprendre le travail a été celui d'Ambarès (33). Le nombre de grévistes a pu atteindre à certain moment jusqu'à 4 000 travailleurs et plus, ce qui a fortement pesé pour obliger la direction à proposer 4,5 % d'augmentation générale en fonction du niveau des rémunérations, au lieu des 3 % initialement prévus. En contrepartie, elle imposait la décentralisation des négociations par groupe d'activités (5), visant tout particulièrement les sites en grève où, globalement, les salaires étaient les plus faibles. La CFDT, la CFTC et FO se sont empressés de signer le protocole d'accord. Par souci d'unité avec les travailleurs qui avaient repris, la CGT a donné rendez-vous en 2023 toujours pour les salaires.

Revancharde, aujourd'hui la direction du groupe veut la tête de 3 militants de la CGT qui ont été en pointe dans le mouvement (deux sur le site du Trait en Seine-Maritime et un sur le site d'Ambarès). Le rassemblement de solidarité, le 5 janvier, sur le site du Trait, rassemblant plusieurs délégations des sites récemment en grève, a été un premier succès. ★

SNCF - Grève des contrôleurs

Une grève victorieuse qui met à mal le dialogue social

À la SNCF, la reconnaissance du métier de contrôleur – de chef de bord – a été à l'origine d'un puissant mouvement de grève de la part de la moitié des 10 000 contrôleurs que compte l'entreprise.

La direction de la SNCF comme le gouvernement n'ont rien vu venir. C'est devant l'avalanche des déclarations d'intentions individuelles (DII) – dispositif imposé pour soi-disant assurer la circulation des trains en cas de grève – 48 heures avant le déclenchement de la grève, la veille des départs de Noël et jour de l'An, que direction et gouvernement ont pris toute la mesure de la situation. Deux TGV sur cinq au moins étaient annulés.

Cet appel à la grève était porté par le Collectif National des Agents du Service Commercial Train (ASLT ou CNA). Collectif qui s'est constitué en dehors des syndicats (voir La Forge de décembre) via Facebook mais qui a été obligé de se tourner vers les syndicats pour déposer un préavis de grève. Aux yeux de la direction de la SNCF, ce collectif ne pouvait pas « déborder » les organisations syndicales et être un « interlocuteur ».

Pourtant, les 2 et 5 décembre, avec l'aide de la CFDT et de Sud Rail qui ont déposé un préavis de grève, le mouvement des contrôleurs a été bien suivi. 80 à 100 % de contrôleurs en grève sur Paris, Bordeaux, Toulouse… pour exiger 100 euros d'augmentation, la reconnaissance effective du statut de « roulant » et non de « sédentaire », le bénéfice des primes des « roulants »…

Pour la direction, ce Collectif n'étant pas représentatif, donc exclu des négociations statutaires comme les NAO, était, du même coup, dans l'impossibilité de faire valoir les revendications de ses adhérents, qui plus est d'ordre catégoriel, et donc d'avoir la capacité de signer un quelconque protocole d'accord.

Pour le PDG de la SNCF, le danger de cette grève annoncée pour la veille de Noël et du Premier de l'an était donc forcément circonscrit ! Celle de début de décembre n'avait été qu'un feu de paille et, comme il le rappellera le 22 décembre, des mesures spécifiques avait été prises pour les contrôleurs lors des NAO de début décembre : « *les chefs de bord ont eu 1,5 point de plus, des engagements pour leur déroulement de carrière ont été pris, comme sur leur revendication d'être deux par TGV…* ».

La direction de l'entreprise, mais aussi les directions syndicales, n'ont vraiment rien vu venir.

La suite est connue : branle-bas de combat à tous les étages, de la direction de la SNCF au gouvernement jusqu'à E. Macron qui, de Jordanie, a mis beaucoup de pression sur ses ministres pour que les choses se règlent. Et cette annonce incroyable du remboursement des billets non honorés du fait de la grève à hauteur de 200% sous forme d'à-valoir ! Jusqu'au bout, la pression sur les grévistes a été mise pour arriver à les faire décrocher.

Le jeudi 22, le porte-parole du gouvernement, pathétique, demandait aux contrôleurs « qui ont annoncé vouloir faire grève » « *d'y renoncer* » et « *d'entendre la demande légitime des Français de pouvoir retrouver leur famille dans de bonnes conditions* ».

A 18h, ce jeudi, le PDG de la SNCF Jean-Pierre Farandou réunissait par visio-conférence tous les syndicats représentatifs de l'entreprise alors qu'il avait initialement prévu de les rencontrer le vendredi matin, rappelant « *qu'il n'y avait eu aucun appel à la grève d'aucun syndicat* ».

Au final de ce qu'il faut bien appeler des négociations, aux titres « *de mesures complémentaires » la direction augmente la prime de 600 euros à 720 euros pour les contrôleurs, prime versée à tous les cheminots, elle rajoute une indemnité supplémentaire de 600 euros, la revalorisation des primes de nuit et des jours fériés et crée une « ligne métier ASCT » (chef de bord) qui réunira sous une même direction tous les contrôleurs. En outre, 160 emplois supplémentaires sont créés et 40 emplois de plus dans « les trains sensibles* ».

Le succès de ce mouvement de grève montre une nouvelle fois, et nous l'avons vu aussi lors de la grève des ouvriers des raffineries et comme nous le voyons dans la plupart des grèves de la période, que la détermination des grévistes autour de leurs revendications est très forte. Que l'organisation syndicale est d'abord vue comme un outil nécessaire pour pouvoir mener la lutte (quelle autre signification que celle de demander à une organisation syndicale de déposer un préavis de grève ?). Même si cet outil a perdu beaucoup de ses capacités du fait des différentes lois et ordonnances qui, depuis des années, ont raboté le droit syndical. Situation qui, dans le cas de cette grève des contrôleurs, s'est retournée contre la direction de la SNCF en laissant comme un vide syndical béant au sein de cette catégorie particulière de travailleurs. ★

RATP

Début de l'année 2023 à l'image de la fin 2022

La direction de la RATP avait fixé jusqu'au 16 décembre pour que les organisations syndicales représentatives à la maintenance signent son protocole d'accord de remise en cause des primes liées à l'activité des ouvriers des ateliers du métro et du RER. La Commission exécutive de la CGT de la maintenance s'est prononcée contre cette signature (voir La Forge de décembre 2022). Bloquée par ce vote du syndicat archi-majoritaire, la direction a tenté de manœuvrer avec la direction de l'UNSA, la CFE-CGC et FO pour organiser un référendum. FO, sous la pression de la mobilisation, a refusé de suivre. La manœuvre a fait long feu. Ce qui fait qu'en ce début d'année, non seulement la direction est toujours obligée de compter avec la colère des travailleurs mais, qui plus est, face à elle, le front syndical tend à s'élargir.

Cette lutte pour la mise au panier du « chantier primes », leur intégration dans le salaire et pour les 300 euros d'augmentation se poursuit notamment sur les ateliers de Sucy (94), Vaugirard (15e), Choisy (13e), Auteuil (16e)… Un peu partout la contestation et le mécontentement restent forts et ne demandent qu'à s'amplifier. A cela s'ajoute la question des sous-effectifs chroniques, encore plus prégnants vu les difficultés de recrutement dans l'ensemble des services de la RATP de par le durcissement des conditions de travail comme dans les bus, sur le métro, au RER et à la maintenance… Les usagers en subissent les conséquences (très concrètement les temps de passage entre deux bus ou deux rames sont de plus en plus élastiques) et, en ce début d'année, le tarif du Pass Navigo augmente (voir notre article) !

J. Castex vient néanmoins de ramener à la table des négociations FO et l'UNSA pour qu'elles signent l'accord sur l'augmentation du temps de travail des machinistes, qu'elles avaient refusé en juin dernier, avec à la clé une plus grande amplitude du temps de travail contre une revalorisation des salaires de 84 euros. Pas sûr que les machinistes dans leur majorité acceptent ce marché de dupe !

Et contre vents et marées, la direction poursuit à rythme soutenu le démantèlement de l'entreprise publique RATP avec comme objectif de dissoudre les différents services et départements, les fractionner, les recomposer, les restructurer, les filialiser… caler l'ensemble des activités sous forme de « délégations de service public » autour de Centres de résultats appelés « Business Unit » au sein de l'entité « groupe RATP ».

Le démantèlement de la RATP est aussi une aubaine pour les pouvoirs en place. Depuis le temps qu'ils rêvent de laminer ce bastion stratégique de la lutte sociale et syndicale en Ile-de-France, notamment sur des questions d'intérêt général comme celle des retraites…

250 Maires, Conseillers régionaux, départementaux et Parlementaires viennent d'adresser une lettre ouverte à la Première Ministre. Ils demandent de « surseoir au processus de privatisation pour l'ensemble des transports d'Ile-de-France ». Il était temps ! Mais soyons clairs : « surseoir » ne veut pas dire « abandonner » !

Juste avant de quitter la direction de la RATP en septembre 2022, Catherine Guillouard avait écrit à Valérie Pécresse, la Présidente de l'Autorité organisatrice des transports Ile-de-France Mobilités (IDFM), pour l'alerter (?!) sur les risques sociaux de la libéralisation du réseau de bus. Comme nous l'avons écrit en décembre : « *objectivement, l'entreprise RATP est entrée dans une zone de turbulences* ».

Pour l'heure, la question des salaires demeure une des priorités pour les travailleurs notamment en cette période d'inflation galopante. D'autant que les prix de l'énergie ne cessent de grimper comme celui de l'essence qui est une dépense de plus en plus contrainte dans le cadre de l'élargissement des horaires atypiques propres aux services publics. C'est dans ces conditions que la direction de la RATP ouvre les négociations annuelles obligatoires (NAO), le 13 janvier.

Juste avant cette date, c'est le gouvernement qui annonce le contenu de la énième contre-réforme des retraites, avec en ligne de mire, outre le recul légal de l'âge de départ, la question des régimes spéciaux comme celui de la RATP… Lors de la grève des contrôleurs de la SNCF, E. Macron s'en était pris au droit de grève dans les services publics demandant à ce qu'il soit encore plus contraignant. La direction de la RATP, pour contrer l'efficacité de la grève des ouvriers de la maintenance, est en train de réfléchir à « *un nouveau plan de prévisibilité du service* ». Consternant quand on voit la réalité du « service » aujourd'hui ! ★

Inflation et coût de la vie

Le lourd bilan de 2022, de nouvelles hausses en 2023

Les effets cumulés de la crise sanitaire et de la guerre en Ukraine ont eu pour conséquence un retour généralisé de l'inflation que les économies capitalistes développées annonçaient maîtrisée depuis plus de trente ans.
L'envolée des prix au moment de la sortie du confinement était censée être temporaire, en attendant que l'offre, qui avait été ralentie par la fermeture des chaînes de production et la désorganisation des circuits logistiques, puisse à nouveau répondre à la demande relancée par la reprise de l'activité des entreprises et de la consommation des ménages.
Mais après ce premier choc de la crise santaire, est venu celui de la guerre en Ukraine. Le rééquilibrage de l'offre et de la demande – que les économistes libéraux nous présentent comme le régulateur suprême du système capitaliste –, ne s'est pas fait. La chute des exportations ukrainiennes, les conséquences des sanctions imposées à la Russie et les conséquences pour les économies européennes, ainsi que la spéculation sur les craintes de pénurie ont entraîné une hausse spectaculaire du cours des énergies fossiles, des métaux rares et des céréales, sans perspective, cette fois, de rétablissement à court terme.

Le résultat : une inflation à deux chiffres, presque partout dans le monde

Entre octobre 2021 et octobre 2022, elle a bondi de 4 % à 10,6 % en moyenne dans la zone euro. Elle est supérieure à 20 % dans les pays baltes et en Hongrie. Parmi les grands pays européens, seules l'Espagne et la France l'ont contenue, respectivement à 7,3 % et 7,1 %. Nous sommes donc régulièrement invités à dire « merci Macron » pour les aides du gouvernement et « merci Total » pour sa ristrourne à la pompe ! La réalité est moins joyeuse.
Une grande partie de ces aides, diminuées depuis le 1er octobre, se sont arrêtées au 31 décembre. C'est notamment le cas des aides à la pompe qui avaient provisoirement fait redescendre le prix des carburants. Depuis le 1er janvier, elles sont remplacées par une indemnité de 100 euros (pour l'année) reservée à ceux qui utilisent leur voiture pour aller travailler et dont le revenu fiscal 2021 est inférieur à 14 700 euros. Pour tous les autres, ce devrait être, dans l'immédiat et au minimum, une hausse de 10 centimes par litre sur la première semaine de janvier.
Il en va de même des tarifs réglementés de gaz naturel et d'électricité : plafonnés à 4 % jusqu'au 31 décembre 2022, ils le sont à 15 % à compter du 1er janvier 2023. Là encore, nous devrions nous réjouir d'un « seulement 15 % », qui veut pourtant dire que beaucoup auront froid cet hiver, même si les températures ont été jusqu'à présent inhabituellement élevées pour la saison. Les satisfecit du gouvernement sont d'autant plus déplacés qu'à ces conséquences directes de la flambée des prix de l'énergie, s'en ajoutent d'autres : dans de petites entreprises artisanales, notamment dans les boulangeries, mais aussi dans de plus grandes usines (verreries, conserveries…), elle entraîne une réduction d'activité, avec des licenciements ou du chômage partiel, qui se traduisent par des baisses sensibles de revenus pour les travailleurs concernés.
Les hausses restent sévères, même si leur impact a été limité par les différentes aides dont se glorifie le gouvernement : chèque énergie et indemnité inflation de 100 €, remises à la pompe. Dans une étude publiée le 19 décembre 2022, l'Insee indique que « malgré ces mesures, les ménages ont perdu en moyenne 720 euros entre janvier 2021 et juin 2022 ». Elle souligne que « la baisse de pouvoir d'achat des ménages vivant hors unité urbaine est plus grande que celle des autres ménages » : 910 euros en moyenne sur la période. Elle précise également que « la perte de revenu est proportionnellement plus forte pour les plus modestes, malgré les aides ». Plus les revenus sont bas, plus importante est, en effet, la part des dépenses incompressibles (énergie et nourriture notamment). Nul nesoin de statistiques pour s'en rendre compte : l'attente avec angoisse des appels de loyers et de charges, la hantise des factures de chauffage, le casse-tête dans les rayons des magasins pour calculer au plus juste avant de passer à la caisse…, parlent d'eux-mêmes. Tout comme le nombre de plus en plus important de personnes dépendantes de l'aide alimentaire des associations caritatives.
Sachant que la moitié des salariés du privé touchent moins de 2 000 euros net par mois, ces différentes données sur la hausse du coût de la vie et le poids qui pèse sur les bas revenus, rendent odieux le débat qui oppose revenus du travail et minima sociaux. Salaires, retraites, allocations chômage, prestations sociales et minima sociaux…, tous ont besoin d'être augmentés pour permettre de faire face à la hausse du coût de la vie, à l'augmentation de la pauvreté et à la généralisation des bas salaires. ★

Des prix qui flambent

Alimentation : + 12,1 % en 1 an. Huile de tournesol : + 136 %. Farine : + 26,2 %. Pâtes alimentaires/couscous : + 22,6 %. Riz : + 15,9 %. Produits frais : + 12,7 %. Céréales petits déjeuners : + 10,4 %. Pain : + 6,4 %.
Sur les 12 derniers mois, le chariot-type de 28 produits a augmenté de 14 %.
Energie : + 19,1 %. Selon l'Insee, entre janvier 2021 et juin 2022, les prix moyens de l'énergie ont augmenté de 18 %: + 37 % pour le gaz, + 5 % pour l'électricité et + 41 % pour le fioul domestique. Les prix de l'essence ont progressé de 20 % en moyenne et ceux du diesel de 24 %, par rapport à leur moyenne de 2020.
Communications : Forfait Télécoms mobiles : + 5 %.
Suppression du timbre « rouge » (tarif lettre prioritaire) et remplacement par une e-lettre envoyée par internet et imprimée par la Poste.

Assurances, de fortes augmentations attendues en 2023
Assurances habitation : jusqu'à + 8 %. Assurances automobiles : + 3 %.
Mutuelles-complémentaires santé : entre + 3 % et + 5 %.
Loyers : + 3,5 % ; **Habillement-chaussures :** + 2,8 % ; **Coût de la vie étudiante** : + 6,47 % …

Des revenus qui ne suivent pas

Au 1er janvier, le Smic a été revalorisé de 1,81 % (1709,28 € bruts, soit 1353 € nets pour 35 heures hebdomadaires) et le minimum de traitement des fonctionnaires porté à 1712,06 € brut mensuel. Plus de 2 millions (12 %) des salariés du privé sont payés au Smic. Plus d'un salarié du privé sur 3 perçoit un revenu salarial inférieur à 1500 €.
Au fil des réformes, les allocations chômage, les aides au logement,… n'ont cessé d'être amputées.

Service public en baisse, mais tarifs en hausse !

Valérie Pécresse, la Présidente du conseil d'administration d'Ile-de-France Mobilités (IDFM) en tant que présidente de la Région Ile-de-France, a pendant des semaines brandit la menace de faire passer au 1er janvier 2023 le tarif du Pass Navigo francilien de 75,20 euros à 90 euros. Soit une hausse de près de 20 % !
De la part de V. Pécresse la manœuvre était double, voire triple. Mettre la barre du niveau de l'augmentation très haut, pour conforter et mieux faire accepter une augmentation moindre. Deux, mettre la pression sur le gouvernement qui, jusqu'au dernier moment, se refusait d'abonder le budget de fonctionnement d'Ile-de-France Mobilités pour qu'il puisse être à l'équilibre, et trois, apparaître au final comme celle qui a fait plier le gouvernement en mettant tout son poids pour contenir la hausse programmée.
Si le ministre de l'Action et des Comptes publics, Gabriel Attal, a déclaré qu'il se refusait d'être « le tiroir-caisse » d'Ile-de-France Mobilités, c'était pour préciser dans la foulée que l'Etat était néanmoins prêt à « travailler » avec V. Pécresse pour « l'aider à trouver des solutions » pour boucler son budget. Le lendemain, c'était le ministre des transports, Clément Beaune, qui annonçait une « aide exceptionnelle » de 200 millions d'euros pour l'année 2023 en déclarant que c'était « pour éviter que le Pass Navigo explose ».
Résultat de cette passe à deux sur le dos des usagers, une hausse de 11,8 % pour l'année 2023 du Pass Navigo (de 75,20 euros à 84,16 euros). Celui à la semaine passe de 22,80 euros à 30 euros (+ 31,6 %), le carnet de 10 tickets de 16,90 euros à 19,10 euros (+ 13 %)… et le ticket pris à bord des bus de 2 euros à 2,50 euros (+ 25 %).
Cette nouvelle hausse conséquente vient s'ajouter à toutes les dépenses dites « contraintes », nécessaires et vitales pour vivre et se déplacer notamment en Région parisienne. Mais elle va aussi toucher les autres régions même si c'est dans des proportions moindres.
Si l'employeur est obligé, de par la loi, de prendre en charge au moins 50 % des frais de transport domicile/travail (et donc la moitié de cette nouvelle augmentation), le gouvernement a refusé d'augmenter « le versement mobilité » dû par les employeurs publics comme privés de plus de 11 salariés, mis en place justement pour assurer le financement, le fonctionnement des transports en commun, comme des dépenses liées à leur exploitation. Ce « versement mobilité » représente plus de 60 % du budget Ile-de-France Mobilités ! Clément Beaune s'en est justifié en déclarant : « cela abîmerait l'emploi, la croissance et la compétitivité ». ★

Martinique – Guadeloupe : Scandale de l'empoisonnement au chlordécone

La justice coloniale rend un non-lieu

La justice coloniale vient de rendre un non-lieu dans le scandale de l'empoisonnement au chlordécone.

Rappelons que le chlordécone utilisé par les planteurs de bananes depuis des décennies est reconnu et interdit pour sa toxicité depuis les années 70. Malgré cela, les « békés », grands propriétaires des bananeraies, ont poursuivi l'utilisation de ce pesticide destiné à lutter contre le charançon avec la complicité des gouvernements français successifs. Aujourd'hui, nombre de travailleurs agricoles regroupés dans l'association des ouvriers agricoles continuent de se battre contre les effets dévastateurs de ce traitement chimique. Beaucoup sont décédés des suites de l'utilisation de ce pesticide et nombre d'entre eux subissent les conséquences sanitaires et ont développé des cancers, notamment de la prostate, maladie qui connaît dans les Antilles le taux le plus élevé au monde ! Plus grave encore, ce pesticide a pollué les sols et l'eau, et ses effets ont une durée de 700 ans ; les générations futures vivent aussi avec une épée de Damoclès sur la tête. Organisés et mobilisés, les travailleurs et les populations de Martinique et Guadeloupe, contaminés à 90 %, exigent réparation. « *C'est aux békés de payer pour les dégâts infligés* » ! Leurs revendications légitimes : un suivi médical systématique des populations dans leur ensemble, des études épidémiologiques, la prise en charge des soins, la dépollution des eaux et des terres. Soutenus par leurs avocats, ils ont porté l'affaire en justice devant les tribunaux.

Fin août 2 marcheurs téméraires et déterminés, Chacha et Lilit ont parcouru 700 km à pied dans l'hexagone pour dénoncer les ravages sanitaires causés par le chlordécone, en discutant avec les passants et les militants pour alerter sur cette situation. Informés et sollicités par les camarades de la Coordination nationale des comités populaires de Martinique nous avons soutenu les marcheurs dans plusieurs villes (Paris, Nantes, Bordeaux, Toulouse).

16 années de procédure judiciaire pour un non-lieu !

Jeudi 5 janvier, après seize années de procédure, la justice a rendu une

décision de non-lieu définitif. Si les deux magistrates instructrices reconnaissent bien un « scandale sanitaire », sous la forme d'« une atteinte environnementale dont les conséquences humaines, économiques et sociales affectent et affecteront pour de longues années la vie quotidienne des habitants » de Martinique et de Guadeloupe, elles justifient le non-lieu par la difficulté de « *rapporter la preuve pénale des faits dénoncés* (…) *commis dix, quinze ou trente ans avant le dépôt de plaintes* », et parce que « le faisceau d'arguments scientifiques » au début des années 1990 « *ne permettait pas de dire que le lien de causalité certain exigé par le droit pénal » entre la substance en cause et l'impact sur la santé « était établi* ».

De nombreuses manifestations ont déjà accueilli ce verdict, certaines ont même été réprimées. Les victimes ont d'ores et déjà décidé de faire appel de ce non-lieu. La colère est forte et les plaignants dénoncent le mépris avec lequel on traite ce dossier.

Aux côtés des peuples de Martinique et Guadeloupe, nous exigeons un procès et des réparations à la hauteur du préjudice subi ! Nous dénonçons la politique coloniale de l'État français complice des békés ! Nous sommes et serons solidaires de ce combat légitime. ★

Qatargate : corruption et manipulations des opinions publiques

On apprenait mi-décembre, à la suite de révélations faites par le quotidien belge Le Soir, que l'Office central pour la répression de la corruption (OCRC) belge enquêtait, depuis la mi-juillet, sur « *des faits présumés d'organisation criminelle, de corruption et de blanchiment* », soupçonnant « *un pays du Golfe d'influencer les décisions économiques et politiques du Parlement européen, cela en versant des sommes d'argent conséquentes ou en offrant des cadeaux importants à des tiers ayant une position politique et/ou stratégique significative au sein du Parlement européen* ».

Lors d'une perquisition au domicile de la vice-présidente du parlement européen, Eva Kaili, les enquêteurs ont découvert des sacs de billets de banque ; son père a également été interpellé à sa sortie de l'hôtel Sofitel, dans le quartier européen, en possession d'une valise pleine de billets. Le flagrant délit a conduit à la levée de l'immunité parlementaire de l'élue et son arrestation. Les sommes s'élèveraient d'après des sources bien informées à 600 000 euros dans la valise de son père et au minimum 150 000 euros dans son appartement.

Alors que l'élue était prise la main dans le pot de confiture, son avocat affirmait qu'elle « *ne connaissait pas l'existence de cet argent* » ! Trois autres proches d'Eva Kaili, dont son compagnon, ont été écroués avec elle sous l'inculpation de « corruption, blanchiment et organisation criminelle ».

Mais il faut revenir un peu en arrière pour comprendre le lien avec le Qatar… et le Maroc, car s'il y a un Qatargate, il y a aussi un Marocgate. Eva Kaili faisait partie de la délégation chargée de développer les relations de l'Union européenne (UE) avec la péninsule Arabique. Dans un déplacement à Doha, peut avant le mondial de foot, elle avait fait l'éloge du pays, allant même jusqu'à déclarer : « *Le Qatar est un chef de file en matière de droit du travail… preuve concrète de la façon dont la diplomatie sportive peut aboutir à une transformation historique d'un pays dont les réformes ont inspiré le monde arabe* ». Mais elle n'en est pas restée aux déclarations dithyrambiques ! Le 1er décembre, elle s'est invitée à une réunion de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures sur le texte concernant la libéralisation des visas entre le Qatar et l'UE et elle a pris part au vote en faveur du texte alors qu'elle n'était pas membre de la commission et n'avait pas annoncé sa venue, condition sine qua non pour prendre part à un scrutin en commission. Ce sont les éléments révélés aujourd'hui dans la presse mais on ne sait sans doute pas tout ! Le système de corruption passerait également par le Maroc et d'autres députés, et y compris le secrétaire de la CSI (confédération syndicale internationale) – qui a reconnu les faits –, ont profité des largesses de l'ex-eurodéputé Pier Antonio Panzeri qui semble être la cheville ouvrière du système de corruption mis à jour. Mais l'ONG « Transparency International » écrit au sujet du Qatargate : « *S'il s'agit peut-être du cas le plus flagrant de corruption présumée que le Parlement européen ait connu depuis de nombreuses années, il ne s'agit pas d'un incident isolé. Pendant plusieurs décennies, le Parlement a laissé se développer une culture de l'impunité, combinant des règles et des contrôles financiers laxistes et une absence totale de contrôle éthique indépendant (voire inexistant).* »

Si le Qatargate a braqué les feux sur les liens économiques, politiques, militaires en particulier avec certains Etats de l'UE, dont la France, l'UE elle-même et la monarchie pétrogazière du Qatar, il a aussi mis en lumière le pouvoir des lobbies au niveau du parlement européen et dans les arcanes de la machinerie européenne, à tel point qu'on peut parler d'institutionnalisation des lobbies, partie intégrante du fonctionnement de l'UE. Le Qatargate a révélé l'ampleur de la corruption qui règne dans cette institution, qui prend des décisions, édicte des directives imposées aux travailleurs et aux peuples. Cela souligne le caractère profondément anti-démocratique de la construction européenne qui, de réformes en réformes, concentre le pouvoir de décision entre les mains de la Commission européenne et des commissions qui en dépendent. L'élargissement de l'UE ne peut que renforcer cette tendance : elle est profondément anti-sociale, anti-démocratique et de plus en plus un instrument de guerre. ★

La guerre en Ukraine, accélérateur de la militarisation

Le terme de militarisation se banalise ; il est employé de plus en plus pour décrire – et souvent dénoncer – des phénomènes qui s'accélèrent, prennent de l'ampleur, inondent de plus en plus de domaines. La recherche, l'espace, l'économie se « militarisent ». On parle de militarisation des esprits quand, par exemple, on analyse le discours de Macron et de sa ministre S. El Haïri, qui veulent généraliser et rendre obligatoire le passage de tous les jeunes, garçons et filles à partir de 15 ans, dans le dispositif du Service national universel (SNU). On parle aussi de « militarisation de la société » pour décrire le poids des dépenses de l'Etat consacrées à l'achat d'armes, le recrutement de militaires, leur formation, le coût des opérations militaires… comparativement aux dépenses « sociales ». On parle de « militarisation de l'économie » pour souligner le poids des industries d'armement qui ont pour client l'Etat français qui consacre une bonne partie du « budget de la défense » à acheter ces armes. Non seulement le budget de l'armement augmente de façon constante, depuis des années, par rapport aux « budgets sociaux », mais les engagements financiers s'étalent sur de longues périodes, à travers les lois de programmation militaire pluriannuelle, de sorte qu'il est difficile de connaître le montant réel de ces dépenses. Et c'est le chef de l'Etat et le ministre de la défense qui promotionnent les Rafale et autres matériels de guerre, qui annoncent les « contrats du siècle », en omettant de préciser que la plupart du temps, c'est l'Etat français qui avance l'argent – sous formes de prêts aux Etats acheteurs – et qui paie les monopoles du lobby militaro-industriel. Ce n'est pas un hasard si, aujourd'hui, le monopole privé Dassault réalise ses meilleurs résultats dans la branche « aviation militaire ».

Le mythe de la locomotive technologique pour l'ensemble de l'économie, que constituerait le secteur des industries de l'armement, est battu en brèche par les faits : ces industries tirent profit des avancées technologiques réalisées par d'autres, elles en développent certaines, mais l'ensemble du secteur « pèse » très lourd sur l'ensemble de l'économie et est un frein au développement de technologies dans les autres domaines, notamment ceux qui produisent des biens de consommation.

C'est ce que le manuel d'économie politique, de l'académie des sciences de l'URSS expliquait en 1955 : « *La course aux armements provoque un progrès technique dans les branches de la production de guerre et dans les branches de l'industrie lourde qui lui sont liées.* » Cela profite évidemment aux monopoles qui dominent ce secteur. Mais, comme le souligne le manuel, « *la nature économique de la militarisation de l'économie consiste en ce qu'une partie de plus en plus importante des produits finis et des matières premières est absorbée par la consommation de guerre improductive ou bloquée sous forme d'énormes réserves stratégiques* ». Elle développe les conditions d'une crise de surproduction « (…) *et les monopoles dominants ont de plus en plus recours à la militarisation de l'économie pour obtenir un certain accroissement de la production et s'assurer les bénéfices maximum* ».

Les grandes lignes de cette analyse restent valables aujourd'hui pour les pays capitalistes impérialistes occidentaux, et c'est valable aussi pour l'impérialisme russe, chinois, japonais …

La course aux armements

C'est une des manifestations très concrètes et visibles de la militarisation. « *Ukraine, l'aide militaire occidentale franchit un cap* » titrent les médias, qui font la liste des grandes quantités d'armes qui alimentent cette guerre « de haute intensité ». Les livraisons s'accompagnent de l'installation de dépôts de munitions, de pièces détachées, d'ateliers de réparation, construits dans les pays voisins de l'Ukraine, mais suffisamment proches de la frontière. Les bases de l'Otan se multiplient dans ces mêmes pays, comme celle de Cincu, en Roumanie, sous l'autorité de l'armée française qui y a envoyé plus de 1000 hommes, des chars Leclerc et autres véhicules blindés.

Parallèlement, plusieurs Etats de l'UE se lancent dans des achats d'armes aux monopoles US (qui n'arrivent pas à suivre toutes les commandes) et à d'autres nouveaux venus sur le marché mondial, comme la Corée du Sud. Les dirigeants polonais affichent l'ambition de se doter dans les toutes prochaines années de la « plus grande armée d'Europe » (hors Russie), en achetant un millier de chars, plus de 600 canons automoteurs, une cinquantaine d'avions de combat à la Corée.

Le géant Hanwha, qui a absorbé la division militaire de Samsung (mondialement connu pour ses téléphones) et veut acquérir le géant de la construction navale DSME, (filiale de Daewoo), s'est développé dans le sillage de la Guerre de Corée (1950-1953), en produisant sous licence US. Il a commencé par vendre à des « pays émergents » et vise aujourd'hui un marché mondial en expansion, en affichant son ambition de devenir le quatrième pays qui vend le plus d'armes dans le monde.

L'impérialisme allemand, par la voix du chancelier social-démocrate à la tête de la coalition gouvernementale, a annoncé « un changement d'époque » (Zeitenwende) inauguré par un plan exceptionnel de 100 milliards d'euros pour l'armée. Depuis, les « fuites » sur l'état du matériel se sont succédé (la moitié des chars modernes en panne, des navires indisponibles, un manque d'effectifs…), qui ont été utilisées pour fustiger les « années perdues » du fait des positions pacifistes et pour essayer de criminaliser la contestation de cette guerre, qui reste forte dans les milieux populaires en Allemagne.

Au Japon, où la constitution avait également mis des freins au militarisme, les forces réactionnaires, aux accents nationalistes affichés, veulent lever ces freins. Le gouvernement, qui partage cette orientation, a décidé de doubler le budget de la défense et a introduit la notion de « capacités de contre-attaques », et s'est fixé d'atteindre les 2 % du PIB pour le budget de défense en 2027. L'ennemi est identifié nommément, la Chine, sans oublier la Corée du Nord et le rapprochement Chine/Russie dans la mer de Chine Orientale (avec Taïwan). Il en va de même avec la Corée du Sud (comme on l'a vu plus haut), et cette politique se mène en collaboration avec l'impérialisme US qui considère la vaste région Asie Pacifique comme celle de la confrontation avec la Chine, désignée comme l'ennemi principal des USA.

Des analystes de la conjoncture mondiale parlent de la « fin de la mondialisation pacifique » et de la « mondialisation armée » qui serait à l'œuvre aujourd'hui. Ce qui apparaît avec plus de force, c'est que le système capitaliste impérialiste qui englobe tous les pays, est un système à bout de souffle, qui signifie misère, surexploitation, exacerbation des tensions, et guerres de repartage. La solution pour les travailleurs et les peuples, c'est de lutter, dans chaque pays et ensemble, à son renversement. ★

L'usine où est fabriqué le canon Caesar

Un long reportage a été réalisé sur l'usine Aubert & Duval (1) de Firminy (Loire) où sont réalisés les alliages très spéciaux utilisés pour le fût du canon Caesar, devenu le symbole du soutien français en armement à l'Ukraine. L'ensemble du canon automoteur est monté à Bourges, dans les établissements du groupe Nexter.

L'entreprise a longtemps fait partie du groupe minier Eramet et emploie 3 600 salariés dans six usines en France, dont celle de Firminy, près de Saint-Etienne. Elle fournit aussi en pièces spéciales la marine nationale, y compris les sous-marins nucléaires, les centrales nucléaires, l'aviation… L'histoire de toute la région de Firminy est celle des forges, des métallos, une histoire faite de luttes, de restructurations, de fusions et de plans de licenciements… Les ouvriers y ont un savoir-faire à nul autre pareil qu'ils transmettent aux plus jeunes. « Il n'y a pas le choix ; il n'y a rien d'autre comme travail » dans la région.

L'usine est classifiée : il y règne des règles de confidentialité très strictes. Elle est gigantesque ; la presse de 4500 tonnes est couplée à un robot de 50 tonnes qui récupère les immenses cylindres qui sortent du four.

Les responsables du site se disent confiants dans l'avenir : le transport aérien reprend, de nouveaux EPR sont annoncés et depuis quelques mois, les commandes de canons se succèdent. « *Tout est bon pour grignoter du temps et réduire la durée de fabrication* » précise le directeur de la communication de l'usine qui va passer sous le contrôle d'Airbus, Safran et du fonds d'investissement Tikehau Ace Capital. Ce fonds récent, monté par un ex-dirigeant d'Airbus, fait une acquisition par mois, dont Crouzet, plusieurs sous-traitants aéronautiques, Mécachrome Toulouse (dont il est actionnaire). C'est « *le plus grand fonds sectoriel d'Europe consacré à l'aéronautique, la défense et la cybersécurité* » selon le magazine Challenges de mai 2022.

Si l'usine est grande consommatrice d'énergie électrique, les dirigeants ne craignent pas de coupures ou des réorganisations des plages de travail, car ils savent que la préfecture veille au bon fonctionnement d'entreprises « *à préserver en priorité* ». ★

1. Le Monde du 22 décembre.

Guerre inter-impérialiste en Ukraine

Toujours plus d'armes

Les 300 jours de guerre sont dépassés et rien n'indique que les dirigeants russes aient abandonné l'idée de pouvoir faire céder les autorités ukrainiennes en rendant la vie de plus en plus dure à la population. Ils spéculent aussi sur un changement de position des dirigeants étasuniens, sous la pression des élus Républicains, ou sur des divisions au sein de l'UE.

Ce n'est évidemment pas ce qui ressort de la visite éclair de Zelensky à Washington, le 21/12, avec rencontre de l'administration Biden et un discours devant le Congrès réuni (Sénat et Chambre des représentants). Elle s'est soldée par une nouvelle promesse d'aide de 1,8 milliard de dollars, qui viennent s'ajouter aux 20 milliards déjà actés en 2022. Une enveloppe supplémentaire de quelque 45 milliards de dollars est en discussion. Elle fait partie du « paquet » de 1700 milliards de dollars, dont 850 sont destinés à « la défense » qui doit être adopté par les membres du Congrès. C**es sommes astronomiques montrent que l'impérialisme US « investit » beaucoup dans cette guerre et qu'il se donne d'énormes moyens pour avoir la haute main sur l'Ukraine, tout en faisant payer ses alliés européens, à travers le coût des sanctions économiques contre la Russie et en leur vendant beaucoup d'armes.**

Zelensky est reparti de Washington avec l'engagement de la livraison d'une batterie de missiles sol-air Patriot, de moyenne portée (fabriqués par le géant Raytheon, un des grands profiteurs de guerre), promesse suivie de celle des dirigeants allemands de fournir aussi une batterie identique.

Quelques jours auparavant, l'épouse de Zelensky était invitée à Paris et, le 13 décembre, Macron organisait une réunion de « soutien humanitaire » avec des représentants de 48 pays et de 24 organisations internationales, pour promettre 1 milliard d'aide. A défaut d'être parmi les premiers fournisseurs d'armements à l'Ukraine, Macron s'active pour que les monopoles français soient sur la liste des profiteurs des marchés de « reconstruction » de l'Ukraine. Pour cela, il a réuni quelque 700 dirigeants d'entreprises françaises pour les inciter à s'engager « sur le chantier de la décennie », que la Banque Mondiale a évalué à 349 milliards de dollars. La présidente de la Banque européenne de reconstruction et de développement a averti : « si l'économie ukrainienne s'effondre, la guerre ne peut être gagnée », mettant en lumière l'importance pour les puissances impérialistes aux côtés des USA, de s'engager au plus vite dans la « reconstruction » économique de l'Ukraine.

Comme le dit la rédaction du Monde (23/12), « *il est probable qu'après Washington, le président ukrainien se montrera soucieux de rendre le même hommage à ses alliés européens. Ils contribuent eux aussi massivement, à la hauteur de leurs moyens, à l'effort de guerre* », et de rappeler que « les alliés européens subissent de plein fouet, contrairement aux Etats-Unis, les effets délétères de la guerre ». A cette supplique qui finit sur « le souhait ardent de la fin de cette guerre », la réponse est simple : qu'on arrête de fournir des armes ! Macron vient d'annoncer la livraison de chars légers, de véhicules de transport de troupes et des négociations avec le gouvernement italien, pour fournir une batterie de missiles « mamba » (2).

Du côté des dirigeants russes, le 21/12 a été marqué par la réception par Poutine des hauts responsables militaires, auxquels s'est joint le patriarche orthodoxe Kirill, fervent soutien à la guerre. Poutine a déclaré qu'il n'y « avait aucune limite » au financement de l'armée et que 2023 serait l'année de la construction de deux bases navales dans les régions « rattachées » (3), de nouveaux missiles hypersoniques et de l'augmentation des effectifs de l'armée qui passeraient à 1,5 million (soit + 350 000). Une annonce qui fait l'impasse sur les différentes formes de refus de la part des jeunes russes et de leurs familles à servir de « chair à canon ». La destruction par missile ukrainien d'un bâtiment abritant des centaines de recrues russes, dans la région du Donetsk, a provoqué de multiples réactions et les accusations de mépris et de mauvais traitements contre les responsables de l'armée russe se sont multipliées.

Il faut que cette guerre s'arrête ! ★

1. Le système est composé de matériel de lancement, d'un radar et d'un missile, produit par Thalès, MBDA Italie et MBDA France. Il est aussi question de livrer des missiles de courte portée Crotale.
2. A Marioupol et Berdiansk.

Tensions dans les Balkans, sur fond de guerre en Ukraine

Les guerres de Yougoslavie, de 1991 à 2001, qui ont démembré la Fédération yougoslave, ont causé des dizaines de milliers de morts (130 000), des millions de déplacés, de réfugiés, d'immenses destructions, suite aux bombardements de villes. Ce fut notamment le cas avec les bombes larguées par des avions des pays membres de l'Otan, en 1999 sur Belgrade (1). Des Etats aujourd'hui indépendants sont issus de ce démembrement qui a exacerbé les nationalismes avec, dans chaque pays, des minorités plus ou moins discriminées. Si la Bosnie-Herzégovine est loin d'être stabilisée, c'est surtout le Kosovo qui reste un foyer de tensions notamment avec la Serbie.

L'Otan est directement intervenue dans ces guerres qui ne relevaient pourtant pas de ses « missions ». Alors que cette alliance militaire aurait dû être dissoute après l'effondrement de l'URSS (1991), elle a trouvé dans ces guerres un nouveau terrain d'action et d'implantation de bases militaires en Europe. Pour les dirigeants russes, l'éclatement de l'URSS et la création de 15 Etats indépendants constituaient un affaiblissement brutal et colossal. Les « nouvelles possibilités » de relations avec les Etats capitalistes et impérialistes d'Europe et même, pendant un certain temps, avec l'impérialisme US, n'étaient que des chimères. L'UE s'engageait aux côtés des USA pour imposer à la Serbie la création de l'entité du Kosovo. Ensemble, l'UE et l'Otan vont « avaler » les Etats d'Europe de l'Est, pour les arracher à la sphère d'influence de la Russie. Entre 2004 et 2007, 12 pays ont intégré l'UE (2).

Les tensions entre la Serbie et le Kosovo n'ont jamais cessé. La guerre de l'Otan (1998-1999) contre la Serbie, a débouché sur la proclamation de l'indépendance du Kosovo (2008). Cette indépendance n'a pas été reconnue ni par la Serbie, ni par la Chine, ni par cinq Etat membres de l'UE. La population serbe qui vit dans le nord du Kosovo refuse de reconnaître la tutelle des autorités du Kosovo, peuplé à 90 % par des populations albanaises.

Depuis 1999, la Force pour le Kosovo (KFOR) déployée par l'Otan stationne au Kosovo, avec aujourd'hui quelque 4 000 soldats. Le camp militaire US de Bondsteel, est le plus grand camp militaire de l'Otan hors USA.

Les provocations et des contre-provocations lancées par les dirigeants serbes et kosovars se succèdent depuis des années. Mais les tensions ont monté de plusieurs crans depuis le début de la guerre en Ukraine, lancée par l'impérialisme russe en février 2022, qui met face à face la Russie et ses alliés, et l'Ukraine soutenue par l'impérialisme US, l'Otan et l'UE. Les frontières entre la Serbie et le Kosovo se ferment, la population serbe du nord du Kosovo, manifeste : l'armée serbe est mise en alerte et masse troupes et canons à la frontière et les autorités du Kosovo appellent les dirigeants de l'Otan et de l'UE à se préparer à intervenir.

Le 6 décembre, les 27 chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE ont tenu une réunion à Tirana, avec les dirigeants des 6 Etats « des Balkans occidentaux » (3), pour « resserrer les liens » et leur promettre une accélération du processus d'intégration à l'UE. Plusieurs d'entre eux, dont la Serbie, « candidats » depuis des années, ont vu la Moldavie et surtout l'Ukraine « passer devant » eux. Parmi les « conditions », figure en première place, l'exigence d'alignement de leur politique internationale sur celle de l'UE, notamment vis-à-vis de la Russie et la politique de sanctions de l'UE. Autre point, l'exigence de renforcer la politique de fermeture des frontières aux réfugiés pour tarir « la route des Balkans ».

L'UE met la pression sur le régime de Serbie qui maintient des relations économiques (importations de gaz) et commerciales (liaisons aériennes) avec la Russie, mais qui a également des liens très étroits avec l'Allemagne, la France, les USA, auxquels il ne veut pas renoncer.

Les surenchères nationalistes sont un véritable poison et un grand danger pour les peuples des pays balkaniques, qui n'ont que trop subi des guerres instrumentalisées par les puissances impérialistes.

Nous soutenons les forces démocratiques, révolutionnaires, anti-impérialistes, qui combattent les fauteurs de guerre, les puissances impérialistes et les gouvernements qui distillent le chauvinisme et l'inimitié entre les peuples, et qui développent la solidarité entre tous les peuples des Balkans. ★

1. Plusieurs milliers de munitions contenant de l'uranium faiblement enrichi ont été disséminés.
2. Parmi les anciens pays de l'Europe de l'Est, 14 sont membres de l'Otan.
3. Serbie, Bosnie-Herzégovine, Monténégro, Kosovo, Albanie, Macédoine du Nord.

Un gouvernement israélien fasciste, plus pro-colonie que jamais !

Israël a depuis le 29 décembre officiellement un nouveau gouvernement. Comme le laissaient présager les résultats des élections législatives, ce gouvernement est le plus à l'extrême droite de l'histoire d'Israël. Racistes, terroristes, fascistes, provocateurs, artisans et défenseurs de la colonisation et/ou de l'annexion pure et simple des Territoires Occupés, corrompus et fraudeurs… les ministres et de la sécurité nationale, des finances et des colonies, ou le vice-ministre chargé de l'intérieur, de la santé et des finances sont à l'image de Netanyahu.

Mais les autres membres du nouveau gouvernement aux appartenances « moins extrémistes » n'en sont pas moins inquiétants comme le nouveau ministre de la défense Yoav Gallan du Likoud et proche de Netanyahu, ancien commandant de l'opération « Plomb durci » dans la bande de Gaza en 2005, qui s'était soldée par la mort de 1 440 palestiniens.

Cette physionomie gouvernementale reflète la tactique éculée de Netanyahu qui, face aux poursuites judiciaires pour corruption dont il est l'objet, cherche à se faire réélire, en passant des alliances de plus en plus à droite, reprenant à son compte la rhétorique de l'extrême droite sur le Grand Israël, seul à même de garantir la « sécurité d'Israël » face à la « menace » palestinienne et à l'Iran. En conséquence, la recolonisation de l'ensemble des Territoires Occupés apparaît comme l'un des principaux objectifs du gouvernement.

Mais si sur le plan intérieur cette radicalisation de la ligne gouvernementale sert Netanyahu, elle commence à poser des problèmes avec son principal allié et bailleur de fonds, les Etats-Unis, ainsi que dans sa stratégie d'alliance avec les puissances arabes réactionnaires, promue sous le mandat de Trump autour des accords dits d'Abraham. Celles-ci hésitent à s'engager plus avant avec Israël. Elles ont beaucoup à perdre si la Palestine connaît un nouvel embrasement au vu du soutien des masses populaires arabes qui s'est exprimé avec force lors de la coupe du monde de foot au Qatar. C'est le cas en particulier en Arabie saoudite.

Salah Hamouri expulsé

La politique d'acharnement de l'Etat israélien qui mène une politique d'apartheid vis-à-vis des Palestiniens qui se battent pour leurs droits s'amplifie. L'expulsion de l'avocat franco-palestinien Salah Hamouri, militant de l'association Addameer de défense des droits des Palestiniens, en constitue un symbole fort. L'ex-ministre de la justice israélienne, Ayelet Shaked, s'en est félicitée : « *C'est un formidable accomplissement d'avoir pu provoquer, juste avant la fin de mon mandat, son expulsion* ». C'est en effet l'aboutissement d'années de harcèlement judiciaire et policier pour forcer ce militant à quitter Jérusalem et son pays. Salah Hamouri aura passé quasiment dix ans en prison dont récemment deux et demi sous le régime de la détention administrative. On lui avait déjà donné le choix d'annulation de peine contre son exil définitif en France, marché ignoble qu'il avait refusé. Son expulsion définitive représente une première inquiétante dans l'arsenal des moyens mis en œuvre par Israël pour vider la Palestine de ses combattants, d'autant qu'il n'y a eu que quelques propos de critique de la part des autorités françaises. Le peuple palestinien, qu'il soit dans les Territoires Occupés, en Israël, en exil dans les camps ou enfermé dans les prisons israéliennes, ne renoncera jamais à se battre pour ses droits nationaux, sociaux et politiques. Il a plus que jamais besoin de notre soutien.

« Carrefour » complice de la colonisation

Ce soutien passe notamment par la dénonciation de la complicité de certaines grandes entreprises françaises avec la colonisation pour les pousser à mettre fin à leurs coopérations commerciales avec les entreprises participant à la colonisation comme ce fut le cas avec Orange il y a quelques années. Une nouvelle campagne qui vise le groupe Carrefour vient de commencer comme nous nous en sommes fait l'écho dans *La Forge* de décembre 2022. Des diffusions devant de grands centres commerciaux Carrefour de la région Parisienne (Nanterre, Montreuil ou Montigny-le-Bretonneux) ou dans diverses villes de province ont commencé pour dénoncer « *les liaisons dangereuses de Carrefour avec la colonisation israélienne* ». Nous y avons participé. Un moyen d'informer largement sur la politique d'apartheid d'Israël et de faire signer aux passants souvent solidaires la pétition ou les lettres préremplies qui seront envoyées à la direction du groupe. ★

Chine

Protestations ouvrières et colères populaires

Les mouvements de protestation ouvrière et le mécontentement des populations obligent les dirigeants chinois à abandonner la politique du « zéro Covid ».

Mi-octobre se tenait en grande pompe à Pékin le 20e congrès du Parti communiste chinois (PCC) (1). Il consacrait la domination du nouveau guide suprême Xi Jinping sur le PCC et de la ligne définie par le groupe dominant qu'il représente. La politique zéro covid qu'il défendait devait montrer aux yeux du monde la supériorité du régime chinois dans la lutte contre le virus.

Un mois plus tard, presque jour pour jour, éclatait à l'usine Foxconn de Zhengzhou des émeutes où les ouvriers affrontaient la police à coups de barres de fer. Les raisons : la gestion par les patrons de cette méga usine de l'épidémie, consistant à enfermer les ouvriers dans les locaux et à les obliger à continuer à travailler et le refus de payer les primes promises (2). Le 25 novembre, un incendie meurtrier à Urünmaqi, dans la province du Xinjian, allait mettre le feu aux poudres. Un camion de pompier empêché de passer par les barrages de la police anti-covid a eu pour conséquence la mort de 10 personnes et de 9 blessés graves. Le lendemain, samedi 26 à Shanghai, de puissantes vagues de manifestants déferlaient dans la ville exprimant le ras-le-bol d'une jeunesse n'en pouvant plus des restrictions. A Canton, les habitants affrontaient les forces de l'ordre. Puis c'est dans tout le pays que des protestations massives se sont développées, obligeant le pouvoir à abandonner partiellement d'abord, puis totalement – sans le dire et sans reconnaître ses erreurs – la politique zéro covid.

Il faut dire que la population chinoise a payé très cher cette politique du « tester, tracer, isoler ». Des centaines de suicides, le décès de nombreuses personnes privées d'accès aux soins du fait des cordons sanitaires les isolant, pénurie alimentaire, tests à répétition pour pouvoir faire ses courses ou utiliser les transports publics, impossibilité de voyager, y compris à l'intérieur de la Chine, restrictions sans fin, à répétition. Si, dans la toute première période, fin 2019, quand les premiers cas ont été détectés dans la province du Wuhan, l'isolement strict de la ville pendant des mois a semblé porter ses fruits, l'apparition de variants et le rebond épidémique d'octobre dernier ont conduit les autorités à renforcer encore les restrictions. L'acceptation sociale n'y a pas survécu !

Car le slogan justifiant la politique zéro covid : « la vie plutôt que l'économie » s'est révélé vide de sens. La fragilité du système de santé chinois, la protection limitée du vaccin et le faible taux de vaccination, la population vieillissante, tous ces facteurs ont conduit les autorités à faire un choix qui s'est révélé intenable. D'après des médias bien informés, certains cadres locaux du parti, plus proches des réalités de terrain, avaient voulu alerter les dirigeants, qui ont poursuivi obstinément la même orientation. Les ouvriers et les masses populaires de Chine ont fini, par leurs mobilisations massives et déterminées, à les obliger à reculer. Cela montre que les dirigeants de la Chine sont obligés de tenir compte de la lutte de classe, largement spontanée, qui traverse la société. Les dirigeants occidentaux essaient d'en tirer partie pour discréditer la Chine. Leur décision de tester les voyageurs chinois se rendant en Europe est une piètre mesure de discrimination. ★

(1) Sur le 20e congrès du PCC, La Forge n°644 - novembre 2022

(2) Intégralité du communiqué du 25 novembre à retrouver sur notre site Internet www.pcof.net.

Extrait de notre communiqué sur la révolte des ouvriers de l'usine Foxconn

Cette explosion sociale est venue rappeler un certain nombre de réalités sur le régime qui se prétend « communiste », à la chinoise, et qui réprime les ouvriers qui se battent pour leurs droits. Cette expression de la lutte de classe, qui se déroule quelques semaines après le congrès du PCC, montre la violence des rapports capitalistes d'exploitation qui règnent dans les entreprises. Le fait qu'il s'agisse d'un monopole taïwanais dont le chiffre d'affaires « pèse » l'équivalent de 215 milliards de $, que l'essentiel de ses clients sont des monopoles étasuniens, européens… notamment Apple, montrent que la Chine est entièrement intégrée dans le système capitaliste impérialiste mondial.

2013 - 2023 : 10 ans d'interventions militaires françaises au Sahel

Redéploiement forcé sur fond de rivalités inter-impérialistes et de colères populaires

Le 11 janvier 2013, F. Hollande engageait au Mali l'opération Serval, officiellement, « à la demande des autorités maliennes afin de stopper l'offensive des groupes armés terroristes vers Bamako ». Un an et demi plus tard, le 1er août 2014, Barkhane fusionnait les opération Serval (Mali) et Epervier (Tchad), étendant ainsi le terrain des opérations à toute la bande sahélienne, de la Mauritanie jusqu'au Tchad (4200 km d'est en ouest - 1600 km du nord au sud). Très rapidement l'illusion d'un soutien populaire à l'intervention française a laissé place à des manifestations hostiles qui exigeaient tout à la fois le départ du Président Ibrahim Boubacar Keïta et celui de l'armée française perçue comme une armée d'occupation, qui n'était pas là pour chasser les groupes terroristes. Un premier putsch militaire, venu court-circuiter le mouvement populaire le 18 août 2020, a été suivi, le 24 mai 2021, d'un second consolidant la position du colonel Goïta. Dès lors, les relations entre Paris et Bamako n'ont cessé de se dégrader, jusqu'à la rupture en 2021. Entre octobre 2021 et août 2022, l'armée française restitue au Mali les cinq bases qu'elle y avait installées (Kidal, Tessalit, Tombouctou, Ménaka et finalement Gao).

Le 9 novembre 2022, Macron annonce la fin de Barkhane. Parallèlement, la France évacue, en décembre, ses derniers soldats restés en Centrafrique à l'issue de l'opération Sangaris (2013-2016). C'est tout son dispositif miliaire africain qu'elle est contrainte de revoir sur fond d'échec militaire et de revers politiques et diplomatiques.

Il y a certes eu des opérations de l'armée française contre les groupes armés liés à Al-Qaïda et à l'Etat islamique. Mais ces opérations, qui n'ont pas épargné la population (en janvier 2021, une frappe française a tué 19 civils réunis pour un mariage à Bounti), sont loin d'avoir « éradiqué » les groupes terroristes qui opèrent à présent dans toute l'Afrique de l'Ouest, du Sahel jusqu'au Golfe de Guinée. En dix ans, des milliers de personnes, civils et militaires, ont perdu la vie, des centaines de milliers de personnes démunies de toutes ressources ont été déplacées. Le Mali et d'autres Etats de la région, notamment le Burkina-Faso, se sont enfoncés dans des guerres civiles réactionnaires, laissant des pans entiers de territoires hors de tout contrôle et de toute infrastructure. Comme on l'a vu au Burkina, cette situation a aussi favorisé le retour des exécutions extra judiciaires contre des militants révolutionnaires.

Cet échec de la guerre contre le terrorisme est également celui des armées néocoloniales des pays du G5 Sahel (mis en place en février 2014 avec la Mauritanie, le Mali, le Burkina, le Niger et le Tchad). Et celui de la Task-force européenne Takuba que Macron aurait voulu voir prendre en charge une partie du coût humain et financier de cette guerre qui a mobilisé sur place jusqu'à 5100 soldats français et absorbé entre 800 millions et un milliard d'euros par an sur 9 ans.

L'affaiblissement des positions de l'impérialisme français

Pour justifier leur retrait du Mali, les autorités françaises ont mis en avant l'impossible cohabitation avec Wagner, société militaire privée dirigée par un proche de Poutine et présentée comme un des outils de la pénétration russe sur le continent. Agissant au Mali aux côtés des forces armées régulières ou intervenant de manière de plus en plus indépendante dans la guerre contre les groupes rebelles comme ils le font en Centrafrique, ces mercenaires sont réputés pour leur violence et leur peu de scrupules à frapper les civils. Ils se font payer leurs service en faisant main basse sur des mines d'or. Les nouvelles autorités burkinabè semblent également tentées par la « voie malienne » pour chercher d'autres « partenaires ».

La Russie n'est pas la seule à vouloir profiter de l'affaiblissement de l'impérialisme français dans ses anciennes colonies. La Chine, notamment, y investit beaucoup et les Etats-Unis ne semblent pas vouloir laisser le terrain à cette pénétration économique chinoise. Lors du sommet États-Unis/Afrique de décembre 2022, Washington a annoncé le déblocage de 55 milliards de dollars de coopération publique sur trois ans et de 15 milliards d'accords privés. Les Etats-Unis, qui ont contribué à la guerre au Sahel notamment au niveau du renseignement et du transport aérien, disposent d'une base de drones à Agadez, dans le nord du Niger, pays auquel ils ont livré beaucoup de matériel militaire. L'Allemagne, qui organise également ses propres sommets Afrique-Allemagne n'entend pas non plus rester hors du coup.

Mais l'élément le plus problématique pour l'impérialisme français est le rejet massif de sa présence militaire par les peuples africains. Une des expressions spectaculaires en a été les difficultés rencontrées, en novembre 2021, par le convoi militaire français d'une centaine de véhicules parti d'Abidjan pour ravitailler la base Barkhane de Gao au Mali : en transit par le Burkina et le Niger, il a d'abord été bloqué pendant plus d'une semaine par des manifestations à Bobo-Dioulasso, Ouagadougou et Kaya ; au Niger, les gendarmes nigériens et des soldats français ont tiré sur les manifestants qui tentaient de s'emparer des camions.

Le 1er octobre 2022, au Burkina Faso, des manifestations ont visé le camp de Kamboinsin, où sont stationnés quelque 400 soldats des forces spéciales françaises, mais aussi l'Ambassade de France et des instituts culturels français qui ont de nouveau été pris pour cible le 28 octobre. Au Sénégal, en mars 2021, des manifestations virant en émeutes de la faim se sont attaquées aux enseignes françaises qui participent au pillage du pays et à l'appauvrissement des populations : Eiffage, Total, Orange et Auchan en ont fait les frais.

Ce qui est pris pour cible par les peuples africains, ce ne sont pas les travailleurs et les masses populaires françaises : c'est la politique de notre pays, les monopoles français qui pillent les richesses de ces pays, l'armée française qui les occupent pour y défendre leurs intérêts.

Nos tâches ici

La fin de Barkhane est loin de signifier la fin de la présence militaire française au Sahel et en Afrique. La France conserve des bases à Niamey (Niger) et à N'Djamena (Tchad), à Kamboinsin près de Ouagadougou, au Sénégal, en Côte d'Ivoire et au Gabon. Recentrées sur la formation et l'encadrement des armées « partenaires », les nouvelles orientations pour la coopération militaire avec l'Afrique tiennent compte de ses échecs et de ses difficultés, mais l'objectif n'a pas changé : être présent militairement pour y défendre l'accès aux ressources et aux marchés convoités par d'autres puissances. L'affaiblissement de l'impérialisme français, contraint par ailleurs de réorienter une partie de ses soldats dans la poudrière est-européenne, ne change en rien sa nature et sa nocivité pour les peuples.

Nous souscrivons à la position des forces progressistes et révolutionnaires burkinabè qui combattent l'illusion qu'il serait possible de s'appuyer sur d'autres impérialismes pour se débarrasser de l'impérialisme français qui voudrait rester dominant dans ses anciennes colonies. Notre tâche principale est de combattre notre propre impérialisme et de dénoncer l'argument « si ce n'est par la France, ce sera d'autres », qui ne sert qu'à justifier la présence de l'impérialisme français. **Solidaires des peuples qui la contestent, nous disons : 10 ans d'intervention militaire au Sahel, ça suffit. Armée française hors du Sahel, hors d'Afrique !** ★

Burkina. Mobilisation sur le site minier de Niakorodougou

Le 24 décembre 2022, « après plusieurs jours de manifestations par la jeunesse sans résultat quant à l'injustice qu'elle subit de jour comme de nuit par la société minière WAHGNION GOLD CORPORATION, les jeunes ont pris acte d'aller arrêter l'usine et de fermer la mine. » Les barrières ont été levées le 29 décembre après des pourparlers avec le DG de cette mine d'or et les autorités nationales, mais « en l'absence de PV et de protocole d'accord avec la délégation gouvernementale », la population est à nouveau sortie massivement le jeudi 5 janvier 2023, notamment pour exiger le départ immédiat et sans condition d'un certain nombre d'employés de la Wahgnion Gold Corporation particulièrement détestés. (Site Facebook de l'Organisation Démocratique de la Jeunesse - ODJ Burkina)

Pérou

Mobilisations populaires contre le coup d'Etat

Pedro Castillo s'est fait élire en juillet 2021 en promettant un pays « sans corruption » et une nouvelle constitution. Dès le début de son mandat, l'impérialisme et la grande bourgeoisie péruvienne ont conspiré contre lui. Tous les projets de loi ont été systématiquement bloqués. Lui-même a donné prise aux attaques en plaçant de proches parents à des postes-clés et en renonçant à convoquer une Assemblée constituante pour renverser la constitution de Fujimori. L'instabilité politique s'est installée. 4 premiers ministres et 4 gouvernements se sont succédé en un an et demi. Début décembre, Castillo a annoncé à la télévision son intention de dissoudre le congrès de la République. Il a été destitué et emprisonné, remplacé par sa vice-présidente Dina Boluarte.

Coup d'Etat parlementaire orchestré par la droite et l'impérialisme américain

Comme le dit le Parti Communiste du Pérou (marxiste-léniniste) : « *Ce qui s'est passé mercredi 7 décembre 2022, à midi au Pérou, n'est pas un événement imprévu ou un simple accès d'aventurisme de l'ancien président Pedro Castillo, qui a prononcé un discours télévisé pour dissoudre le Congrès de la République et chercher ainsi à mettre fin aux différends entre les pouvoirs exécutif et législatif qui ont bloqué de nombreux projets de loi qui pourraient apporter quelques solutions dans le contexte actuel de crise alimentaire, énergétique, économique et politique que connaît le pays... Ce sont les intérêts de classe qui s'affrontent dans la situation actuelle* [...] *C'est l'oligarchie péruvienne qui a comploté pour que Pedro Castillo se sente suffisamment assuré du soutien des forces armées et de la police pour annoncer dans son discours qu'il allait "dissoudre temporairement le Congrès"...* [...] *Les monopoles qui contrôlent les importations alimentaires, le système financier et la presse qui a agité la vacance [constitutionnelle], pour continuer à toucher l'argent pour la propagande d'État, sont ceux qui sont les plus grands bénéficiaires de ce coup d'État de la droite, orchestré par l'impérialisme américain...* » (1)

Mobilisation populaire pour qu'ils s'en aillent tous !

Dès le lendemain de l'arrestation de Castillo, les masses sont descendues dans la rue. La contestation populaire est très forte, elle a gagné plusieurs départements de province. Travailleurs des mines, de l'agriculture, paysans et paysannes et habitant.es menacés par l'extension des mégaprojets miniers, étudiants, hommes et femmes des populations andines des villes et des zones rurales, organisés dans des syndicats, organisations paysannes, des nombreuses organisations populaires, se sentant méprisées par l'esprit de classe et le racisme des parlementaires lancent des grèves et des actions, bloquent les routes. Comme le souligne le PCP (ml), « *les travailleurs sont dans les rues et élèvent la voix pour protester contre cette manœuvre de l'oligarchie et de l'impérialisme américain, qui avec un faux appel à "l'unité nationale" essaient de détourner notre attention du danger que courent actuellement les communautés paysannes et indigènes et la production agricole nationale, avec plus de 46 mégaprojets miniers qui exigent leur exécution, en prenant le contrôle des territoires communaux, sans permis social, sans évaluation de l'impact sur l'environnement et la production agricole...* »

Les revendications politiques peu à peu s'affichent : dissolution du congrès, des nouvelles élections générales, convocation d'une assemblée Constituante.

Répression sanglante

La réponse du pouvoir a été violente, l'état d'urgence a été décrété dans tous les pays. La répression de l'armée et des forces policières a fait plusieurs dizaines de morts dont des mineurs, des centaines des blessés, des arrestations. La Coordination nationale de défense des droits humains, la presse alternative la dénoncent. Amnesty International a également dénoncé une situation qui va à l'encontre des normes internationales en matière de droits de l'homme. Les locaux de la confédération paysanne et des forces de gauche ont été occupés par la police cherchant à les accuser de soutenir les « terroristes ». Comme à l'accoutumée, les centaines de milliers de manifestant-es ne cessent d'être stigmatisé-es et qualifié-es de « terroristes » (« terrucos ») ou de « vandales » (« vándalos »). Ces accusations prononcées par des membres du gouvernement péruvien et du Congrès et des représentants de l'Armée sont largement diffusées par les médias nationaux.

Répression, mensonges, intimidations n'ont pas arrêté le mouvement

Sa force est telle qu'il a même obligé Dina Boluarte, présidente illégalement nommée, à prendre des mesures qui n'étaient pas prévues initialement, comme la convocation d'élections anticipées pour avril 2024. Ce qui ne satisfait pas. Boluarte a été identifiée comme une traîtresse et une ennemie des intérêts populaires. La rue exige sa démission. La lutte des classes entre le peuple et l'oligarchie et l'impérialisme s'aiguise. La grande bourgeoisie et l'impérialisme ont minimisé la réponse populaire.

Une trêve de fin d'année a été mise à profit pour que la population se ravitaille et pour organiser des assemblées générales des organisations de masse dans les différentes régions, mais à partir du 4 janvier, comme l'avaient annoncé les différentes organisations populaires, leurs actions de lutte ont repris. Elles ont appelé à une grève générale illimitée.

Les forces policières et de l'armée, soutenues par l'église et la réaction, ont réagi en lançant une « Marche pour la paix et l'unité ». La manœuvre a été démasquée.

« *La lutte des travailleurs et des peuples qui se développe au Pérou va au-delà de la condamnation du coup d'État parlementaire. » Comme le soulignent les camarades du PCP (ml), « le coup d'État parlementaire contre Pedro Castillo a signifié un coup d'État que le mouvement populaire n'est pas prêt à tolérer. Il a donné lieu, depuis le 15 de ce mois [décembre Ndlr], à un grand soulèvement dans tout le pays, organisé à travers les fronts régionaux et les organisations populaires pour exiger que tous les corrompus soient écartés du pouvoir et que les réformes qui n'ont pas été réalisées depuis l'époque de la dictature Fujimori-Montesinos soient appliquées* » (2).

L'impérialisme américain et l'oligarchie locale tentent de soutenir la nomination de Boluarte, mais les premiers incidents se sont produits avec des pays comme le Mexique, la Colombie, la Bolivie et l'Argentine, qui ne reconnaissent pas le coup d'État.

Un des principaux protagonistes de la situation politique au Pérou, ce sont les masses populaires, les progressistes organisés. C'est de leur force que dépendra une issue favorable aux peuples du Pérou. ★

(1) L'intégralité de la déclaration peut être consultée sur notre site.

(2) En Marcha N° 2029 / 20 décembre 2022, Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste de l'Equateur.

Iran

Trois jours de Grève nationale

Commencé il y a trois mois, le soulèvement contre le régime islamique se poursuit et se développe, malgré une violente répression cherchant à instiller la peur. Une deuxième exécution publique a eu lieu lundi 12 décembre, au lendemain de trois jours de grève nationale. Si les manifestations de rue sont toujours le mode principal d'expression des femmes et de la jeunesse, d'autres formes de lutte s'organisent, comme l'appel national à la grève du 5 au 7 décembre. Relayé par les réseaux sociaux, cet appel a été suivi à travers tout le pays, dans les grands centres urbains et dans des dizaines de villes de province. Le mouvement de grève a été bien suivi par les petits commerçants des bazars d'une cinquantaine de villes, malgré les intimidations à leur égard et alors qu'ils constituent l'une des principales bases du régime. Les jeunes étudiant.e.s ont massivement participé à ces journées, dans presque toutes les universités du pays. Le point culminant a eu lieu le mercredi 7 décembre, journée annuelle de commémoration de l'assassinat de trois étudiants en 1953, tués par les forces de répression du Chah lors d'une manifestation estudiantine contre la venue à Téhéran de Nixon, alors vice-président des États-Unis.

Pour la première fois depuis le début du mouvement, des grèves se sont déroulées dans des secteurs stratégiques pour l'économie iranienne, et ce malgré l'absence de syndicats, ce qui rend difficile l'organisation et la coordination des mouvements de grève. Les chauffeurs routiers, en grève depuis le 26 novembre dans différentes régions, ont continué leur mouvement. Des grèves ont également eu lieu dans les raffineries de pétrole d'Abadan et Kangan, les usines pétrochimiques (à Sanandaj), de la sidérurgie et la cimenterie (Ispahan)… Si ces mouvements sont restés limités, ils témoignent de la détermination de secteurs importants de la classe ouvrière et des travailleurs à obliger le régime à reculer, sur les questions de droits démocratiques et sociaux. Le régime répond par la répression brutale et barbare et les accusations de « manipulation par les ennemis de l'Iran ». C'est lui qui est le premier ennemi du peuple iranien qui continue à se battre pour des changements sociaux et politiques et qui ne se vend pas aux impérialistes. ★

Dir. publication C. Pierrel - Imprimerie Wagram - 8 Rue Salvador Allende, 95870 Bezons - Commission paritaire - 0413P865753- N°ISSN 0242-3332